

PRIX :

0,15 cent. l'exemplaire.

Fr. 1,50 le paquet de douze.

*à M. G. Dehermann
avec mes meilleurs sentiments
A. H. H. H.*

Les Buts

de l'Allemagne

annoncés par les

Auteurs Allemands

*Que le roi soit à la tête
de la Prusse ; la Prusse à la
tête de l'Allemagne ; l'Alle-
magne à la tête de l'univers.*

Prince de BULOW,
Chancelier de l'Empire.

Discours du 16 Janvier 1904, à la chambre
des Seigneurs.

(Reden II, 34.)

Librairie PAYOT & C^e PARIS, 106, Boul^d Saint-Germain

Quand vous aurez lu cet
opuscule, faites-le lire autour
de vous.

Répandez-le à profusion en
pays neutres.

Que chacun de vous y utilise
ses relations personnelles :

C'est par l'action DIRECTE,
INDIVIDUELLE, que nous
divulguerons les

VÉRITABLES BUTS DE L'ALLEMAGNE

EN PRÉPARATION :

— Le même ouvrage en Allemand (textes originaux).
— — Anglais.
— — Espagnol.

Ce Recueil est Dédié aux Neutres

On a demandé aux belligérants de dénoncer leurs Buts de Guerre.

Est-ce par un moyen diplomatique qu'on saura les véritables Buts de chacun ? Et quelle valeur accorder à des déclarations publiques faites en pleine mêlée ?

La sincérité veut la froide raison, et les passions sont déchainées. L'exactitude a besoin du recul de l'histoire, et nous sommes dans la tourmente.

Il nous a semblé que la vérité se dégagerait bien plutôt de l'état des esprits, chez les belligérants, au cours de ces 20 à 25 dernières années.

C'est pourquoi, touchant les Buts de l'Allemagne, nous avons interrogé ses propres auteurs : historiens, professeurs, militaires, économistes, etc.

Voici leur réponse.

Elle est d'une singulière précision.

On la trouvera en toutes lettres dans les pages qui suivent, sous la forme de citations à peine accompagnées d'un bref commentaire.

Pour ceux qui voudraient parfaire leur édification, nous avons dressé un Index bibliographique en fin de notre opuscule.

Il renvoie à une cinquantaine d'auteurs dont les ouvrages sont parvenus jusqu'à nous, — ouvrages antérieurs à la guerre — suivant notre règle.

*Telles sont les sources irréfutables d'où nous avons extrait les **VÉRITABLES BUTS DE L'ALLEMAGNE**. Que l'Allemagne à son tour nous réponde sur le même terrain, avec les mêmes armes : Nous l'attendons.*

ALPH. HUILLARD

Paris, Février 1917.

TABLE DES MATIÈRES

Préface.	3
La Guerre nécessaire	5
I. Préparation de l'esprit public	5
II. La guerre nécessaire contre la France et l'Angleterre.	13
III. La guerre nécessaire contre la Russie.	17
IV. Le pont vers les Indes	20
Le sort des Petits Etats.	25
Hégémonie	28
Les Moyens.	40
Index Bibliographique.	44

La Guerre Nécessaire

L'issue de la Guerre est toujours juste.

LASSON (*Das Kulturideal und der Krieg.*)

I. — PRÉPARATION DE L'ESPRIT PUBLIC

Notre peuple doit apprendre à reconnaître que le maintien de la paix ne peut et ne doit jamais être le but de la politique. La politique d'un grand Etat a à poursuivre des fins positives. Elle s'efforcera naturellement de les atteindre par des voies pacifiques aussi longtemps que cela sera possible et profitable. Mais elle doit être bien persuadée que, dans les questions décisives pour le développement général d'un peuple, l'appel aux armes est un droit sacré de l'Etat. Elle doit surtout entretenir cette persuasion dans la conscience populaire. Il ne faut pas cesser d'accentuer la nécessité, l'idéalisme et le caractère sacré de la guerre et de la proclamer indispensable au progrès de l'humanité.

(BERNHARDI.)

Deutschland und der nächste Krieg, p. 31-32 de l'édit. jr.

Si nous résumons les résultats de notre analyse, nous reconnaitrons que, sous les angles les plus divers, les efforts tentés en vue de l'abolition de la guerre ne sont pas seulement insensés, mais doivent être considérés comme franchement immoraux et stigmatisés comme indignes de l'humanité. Car à quoi doivent aboutir toutes ces menées? A enlever aux hommes leurs droits et la possibilité de consacrer à des fins idéales leurs plus grands biens matériels, leur vie même, en manifestant le plus bel altruisme moral. Les grands conflits des peuples et des Etats devraient être tranchés par des tribunaux arbitraux, donc par des compromis? un droit exclusif, borné, formel, devrait se substituer aux jugements de l'histoire? il faudrait reconnaître le même droit à l'existence au faible et au fort? Tout cela constitue un empiètement insolent sur les lois naturelles, empiètement qui ne peut avoir que les suites les plus funestes pour l'ensemble de l'humanité.

(*Ibid.*, p. 28-29.)

La nécessité, mise partout et toujours au premier plan, de maintenir la paix, donne une certaine apparence de raison aux lâches aspirations de la société d'aujourd'hui et, en leur prêtant main forte, déprime l'opinion publique.

Ces tendances doivent être sapées par la base, La guerre doit retrouver devant l'opinion publique sa justification morale et son sens politique. Sa haute signification comme facteur le plus puissant de la civilisation doit être appréciée par tous à sa juste valeur. Il nous faut comprendre ... qu'une guerre qui a pour but la réalisation d'un idéal ou le maintien d'une noble nation doit être considérée non comme une

*La guerre
nécessité
morale*

barbarie, mais au contraire comme l'expression la plus haute de la vraie civilisation et comme une nécessité politique dans l'intérêt du progrès biologique, social et moral. (BERNHARDI *Unsere Zukunft*, p. 55-56.)

C'est dans la sélection que réside la puissance créatrice de la guerre. Elle devient, par cela même qu'elle est seule à produire cette sélection, une nécessité biologique, un régulateur de la vie humaine dont il est impossible de se passer, puisque sans elle se produirait une évolution malsaine excluant tout progrès de l'espèce, donc toute civilisation vraie.

(*Ibid*, p. 60.)

Ainsi, le fait reconnu que la guerre est nécessitée par des raisons biologiques, mène à la conclusion que tout essai de l'éliminer des relations internationales s'avérerait parfaitement inexécutable. Mais la guerre est non seulement une nécessité biologique : c'est aussi une exigence morale et comme telle, un facteur indispensable de la civilisation.

(BERNHARDI *Deutschland und der nächste Krieg*, p. 16 de l'édit. fr.)

A ce sophisme, opposons la réalité : Ce sont les plus vigoureux, les plus sains et aussi les plus vaillants qui participent à la guerre et qui y sont sacrifiés. Les nations belligérantes, ainsi appauvries moralement et physiquement, sont privées de leurs meilleurs éléments de reconstitution. C'est donc une sélection — à rebours.

La guerre nécessité politique

Nous voyons que la force vitale exubérante de la nation engendre tant d'hommes qu'il nous faudra compter au ^{xx}e siècle avec une nouvelle sécession qui détachera de la mère patrie une superbe masse d'énergie germanique pour la mettre au service de rivaux et d'ennemis.

A cela nous n'apercevons qu'un seul remède efficace : l'extension de nos frontières en Europe. Malgré toute l'utilité attribuée à nos colonies, si décidés que nous soyons à ne rien négliger pour leur développement, nous demeurons convaincus que, d'ici longtemps encore, l'extension de nos frontières en Europe est incomparablement plus importante pour l'avenir de la nation que toutes les colonies du monde. Il s'agit de créer de la place pour un empire de nation germanique comptant cent millions d'habitants, afin de pouvoir résister à des masses telles que la Russie et les États-Unis.

(*Deutschland bei Beginn des 20sten Jahrhunderts*, p. 115-116.)

Une nouvelle époque de progrès vers l'unification ne peut être rendue possible que par une grande et courageuse politique, aboutissant à des guerres victorieuses et, où cela sera possible, à une extension du territoire de l'Empire; à ce moment l'unification se fera d'elle-même.

(*Ibid*, p. 202.)

La grandeur de toute véritable politique consiste justement en ce qu'elle reconnaît l'évolution naturelle des choses, pèse à leur juste valeur les forces en action, les utilise dans son intérêt propre et ne recule pas devant les conflits que les circonstances ont rendu inévitables, mais au contraire y met fin par la guerre lorsqu'une situation favorable laisse espérer une heureuse solution. De cette façon, la politique devient un instrument de la Providence, qui se sert de la volonté humaine pour atteindre son but.

(BERNHARDI.)

Deutschland und der nächste Krieg, p. 34 de l'édit. fr.)

Une simple menace de guerre et la résolution bien arrêtée d'y avoir recours, le cas échéant, engageront l'adversaire à reculer. Mais cette résolution doit s'affirmer très nette, car « des pourparlers sans armes, dit Frédéric le Grand, sont comme de la musique sans instruments ». En fin de compte, c'est toujours devant la force seule que fléchit la volonté de l'adversaire. C'est pourquoi, si la menace de guerre ne suffit pas à nous procurer la reconnaissance de nos revendications, il faut alors ouvrir le bal : la politique l'exige d'une manière absolue. *Le droit à la guerre* devient alors *le devoir national* et politique de faire la guerre.

(*Ibid.*, p. 46-47.)

Je me suis étendu sur ces questions de politique internationale parce qu'elles ne sont pas éloignées de nous, parce qu'elles revêtiront une grande importance dans la réalisation de nos tâches politiques nécessaires, et qu'elles peuvent fournir un prétexte à des conflits armés. En outre, il est important de ne pas entraver notre propre liberté d'action par des égards de simple convenance politique qui ne nous lient en aucune façon. Il faut plutôt, en pareille occurrence, nous souvenir que nous ne pouvons, sous aucun prétexte, éviter la guerre à laquelle nous contrainst notre situation mondiale et qu'il ne convient nullement de la retarder outre mesure, mais au contraire de la provoquer dans les conditions les plus favorables.

(*Ibid.*, p. 109.)

Le délai qui nous est encore accordé par le destin pour rassembler nos forces et nous préparer à cette lutte à mort est peut être très court encore. Il faut que nous l'utilisions si nous voulons garder en notre mémoire l'avertissement du Grand Electeur, à savoir que nous sommes Allemands. C'est le point de vue d'où nous devons préparer la guerre sur mer et sur terre ; de ce point de vue nous pourrons accomplir notre mission nationale

(*Ibid.*, p. 173.)

Les Allemands sont un peuple commerçant plus qu'aucun autre en Europe... et pendant les quarante dernières années, simultanément avec le nouvel essor de notre puissance politique, notre commerce a pris un développement extraordinaire...

*La guerre
nécessité
économique*

Nos commerçants et nos industriels — patrons aussi bien qu'ouvriers — ne veulent pas voir ce développement compromis. Dans l'idée qu'on nous accordera partout une concurrence loyale, ils se figurent que la paix est excellentement favorable aux relations commerciales, sans penser que nos guerres victorieuses n'ont jamais nui à notre développement commercial et que c'est tout d'abord la puissance politique reconquise par la guerre qui a rendu possible le puissant essor de ce développement.

(*Ibid.*, p. 2-3.)

Dans tous les pays du monde nous voyons des négociants allemands, des ingénieurs et gens de toutes les professions au service de maîtres étrangers, parce que les colonies manquent où ils pourraient se rendre utiles. Mais, dorénavant, l'importance de l'Allemagne dépendra du rapport suivant : combien de millions d'hommes parlent allemand sur le globe et combien d'entre eux appartiennent à l'Empire ou lui sont annexés ?

Tout ce que nous voulons avoir de plus, il nous faut le *conquérir* en luttant contre des intérêts et des puissances ennemies plus fortes que nous.

(*Ibid.*, p. 79.)

Parce que nous considérons la culture allemande comme le facteur le plus nécessaire au progrès, il est de notre devoir, même en ne prenant en considération que l'intérêt de la civilisation universelle, de tendre vers un élargissement de notre domaine colonial et de réunir, non politiquement mais nationalement, les Allemands dispersés dans le monde entier; mais remplir ce devoir est aussi une nécessité. Nous devons poursuivre par tous les moyens l'acquisition de terres nouvelles, parce que nous devons conserver à l'Empire, politiquement parlant aussi, l'excédent, qui se chiffre par millions, de notre population, et lui assurer, non seulement du travail et du pain sous tous les cieux, mais aussi une vie allemande.

(BERNHARDI. *Unsere Zukunft*, p. 42.)

Il nous faut enfin, enfin ! revenir de cette idée néfaste que nous sommes là pour sauvegarder les intérêts d'autrui. Non ; notre seule possibilité, notre droit, notre obligation, c'est de revendiquer pour nous, comme terrain d'influence exclusive, la partie du monde qui offre le plus d'avantages pour nous. Et cette partie du monde, c'est l'Europe centrale et l'Asie Mineure, par quoi je n'entends pas dire que nous devons abandonner ou ne pas accroître nos autres conquêtes dans le monde.

Il nous faut des terres, et non pas des colonies seulement ; il nous faut des terres, même habitées par des étrangers,

mais dont à l'avenir nous ferons les destinées selon nos besoins.

(ERNST HASSE (1).

(Deutsche Politik, t. II, fasc. 1, p. 67.)

Mentionnons aussi que la Ligue pangermaniste, au cours de son intervention pour une colonie de peuplement au Maroc, a rencontré, çà et là, cette objection : A quoi bon ? La vieille mère patrie n'est pas surpeuplée ; elle manque d'hommes, car l'Est souffre absolument d'une pénurie de bras et l'industrie n'arrive pas à se tirer d'affaire avec la main-d'œuvre indigène.

On peut répondre à cela que, sans doute, pour le moment, il nous faut tirer de l'étranger d'énormes masses d'ouvriers pour répondre au besoin d'hommes de l'agriculture et de l'industrie ; c'est ainsi que nous avons près d'un million de nationaux étrangers dans l'Empire. Mais c'est là un état maladif très fâcheux en soi, qui probablement n'est que passager. Il n'étouffe pas le rapide accroissement de notre population, il ne fait que l'aviver ; il ne supprime pas la certitude que, vu la persistance de l'augmentation de population, dans une période d'années que l'on peut presque compter sur ses doigts, la tension de population sera devenue insupportable.

(HEINRICH CLASS.

West Marokko deutsch, p. 25.)

Si nous n'acquérons pas bientôt des terres nouvelles, nous allons inévitablement à une effroyable catastrophe. Peu importe que ce soit au Brésil, en Sibérie, en Anatolie ou dans l'Afrique du Sud, pourvu que nous puissions nous mouvoir dans la joie et dans la liberté, et donner à nos enfants de l'air et de la lumière en abondance et dans de bonnes conditions. Aujourd'hui comme il y a deux mille ans, lorsque les Cimbres et les Teutons frappaient aux portes de Rome, un cri s'élevait tantôt comme un appel d'angoisse et de nostalgie, tantôt comme une bravade déjà sûre de l'avenir, ce cri toujours plus haut, ce cri qui monte : « Des terres, des terres nouvelles ! »

(ALBRECHT WIRTH. *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte, p. 227.)*

Notre situation est donc la suivante : le chiffre de notre population s'accroît, notre émigration est insignifiante et, à côté de cela, nous possédons une immigration considérable (un million et demi d'étrangers vivent en Allemagne, dont la moitié sont occupés dans l'industrie et l'autre moitié dans l'agriculture). Il y a vingt ans, Caprivi disait : « Il nous faut exporter ou des marchandises ou des hommes. » Aujourd'hui, nous exportons des marchandises et nous importons des hommes. L'essor économique insoupçonné que l'Allemagne a pris dans ces quinze dernières années nous permet de nour-

(1) La traduction française de cette citation et de toutes celles dont le nom de l'auteur est suivi, à l'index bibliographique, de la lettre (A), a été empruntée au grand ouvrage de M. Ch. Andler : Collection de Documents sur le Pangermanisme, 4 vol. Conard, édit., 17 boul. de la Madeleine, Paris.

rir aujourd'hui environ vingt millions d'hommes de plus qu'il y a vingt ans. Cependant nous n'avons nullement atteint la densité de population de l'Angleterre ou de la Belgique, et pour une fraction considérable de l'Allemagne agricole, une augmentation de population serait vivement à désirer. En ce qui concerne notre émigration, il manque précisément l'élément avec lequel on pourrait établir, au delà des mers, des colonies de peuplement : la classe agricole. Les campagnards qui sont disposés à émigrer trouvent de nouveaux foyers dans les provinces orientales de la Prusse, comme aussi dans les colonies d'Afrique. Par suite de l'émigration des campagnes vers les villes, notre agriculture souffre d'un manque sensible de main-d'œuvre ; de sorte qu'elle ne pourrait plus fournir de grandes masses de colons des champs pour des territoires d'outre-mer.

(*Deutsche Weltpolitik und kein Krieg*, p. 7-9.)

Que devient la légende de la surpopulation et le besoin de place au soleil ?

*La guerre
nécessité
sociale*

Nous avons atteint la limite de densité de population, et ne pouvons assister à un nouveau développement de notre industrie sans maintenir l'équilibre en étendant d'autant notre terre cultivable. Notre devoir suprême est le devoir envers nous-mêmes. Nous devons agrandir notre domaine national assez pour être toujours en état de produire nous-mêmes les aliments nécessaires à l'entretien de notre peuple. Nous devons satisfaire le besoin légitime de ceux qui n'ont rien de posséder un lopin de terre. A tout citoyen qui a réalisé quelques centaines de marks d'économie, nous devons offrir la possibilité, — avec l'appui de l'Etat, — d'acquérir une propriété qui lui permette de gagner sa subsistance sur son propre domaine et en restant son seul maître.

(TANNENBERG. p. 101 de l'édition française.)

Le climat de la côte de l'Adriatique est d'une incomparable beauté. Des montagnes escarpées, une côte accidentée, et de nombreux et magnifiques îlots protégés contre les vents du nord et de l'est, tout cela, au temps des Romains déjà, invitait à la colonisation. Entre les mains du peuple allemand et sous l'administration prussienne, cette côte deviendra un vrai paradis pour les gens du Nord, qui demandent au Midi l'affermissement de leur santé ou fuient les frimas de l'hiver septentrional. La « Riviera » italienne et française perdra son charme et sa force d'attraction. Spalato est à peu près à la latitude de Rome.

(*Ibid.*, p. 87.)

La tension politique européenne, qui est essentiellement dirigée contre nous, nous rend difficile de nous organiser socialement comme il serait sage de le faire, comme cela nous est nécessaire pour notre politique nationale future, pour

notre avenir national. Cette circonstance aussi nous conduit à l'idée de ne pas trop ajourner la grande échéance européenne, de ne pas éviter pendant trop longtemps le chemin qui y conduit. Un homme d'Etat capable de voir grand et de regarder loin, devrait se dire : « Essayons, au moyen d'une grande conflagration européenne, pour laquelle nous sommes mieux préparés qu'aucun autre peuple du continent, de consolider notre situation et de lui donner pour l'éternité des bases solides; alors sera arrivé le moment d'une réforme sociale de grand style. » Prenons un exemple hypothétique pour être compris. Si nous parvenions à vaincre l'Angleterre et à réaliser avec les nombreux milliards que nous en tirerions une grande réforme économique au profit des classes inférieures, quelle situation serait alors la nôtre ! Quelle exaltation, des deux côtés des poteaux frontières noirs-blancs-rouges, du sentiment national ! D'autres variantes sont encore possibles. Nous voulions seulement bien indiquer que l'évolution sociale des peuples est, et peut être, influencée pour une grande part par la guerre, et qu'une réforme sociale, s'appuyant sur un grand conflit victorieux, serait beaucoup plus facile que dans notre situation actuelle gênée et réduite. C'est donc justement pour des raisons sociales, tout comme pour des raisons politiques, que nous ne devons jamais cesser de songer à la guerre. Puissent les dix ou vingt premières années du **xx^e** siècle nous l'apporter, car nous en avons besoin !

(*Deutschland bei Beginn des 20sten Jahrhunderts*, p. 190-191.)

Organisons bravement de grandes migrations par force des peuples inférieurs. La postérité nous en sera reconnaissante. Il y faut la contrainte. Ces tâches aussi sont des tâches de guerre... Aux adversaires qui auront succombé en nous barrant la route, il faudra assigner des « réserves », où nous les refoulerons, pour obtenir l'espace nécessaire à notre expansion.

(KLAUS WAGNER.)

Krieg. Cité par Ernst Hasse dans Deutsche Politik)

On comprend maintenant qu'en présence de telles nécessités « la guerre leur était imposée ! »

On exagère toujours les pertes matérielles que peut entraîner une guerre. On peut estimer à 25 milliards les frais qui seraient ceux de l'Allemagne dans une guerre mondiale, ou même à 50 milliards comme le fait Alexander von Peez ; c'est évidemment une jolie somme ; mais, au fond, qu'est-ce que cela représente dans l'ensemble ? Même la plus haute évaluation n'atteint qu'un septième ou un sixième de la fortune totale de l'Allemagne...

Il en est de même des pertes de vies humaines. Même les grandes guerres contemporaines n'ont pas causé d'extraordinaires pertes, en aucun cas, plus de 200.000 hommes, presque

*Nécessité
n'a pas
de loi*

*La guerre
rapporte
plus
qu'elle ne
coûte*

toujours beaucoup moins, même en comptant les blessés. Or, rien qu'en Allemagne, nous avons un excédent annuel de 900.000 naissances, en chiffres ronds, soit plus du quadruple.
(ALBRECHT WIRTH *Unsere aussere Politik*, p. 49-50.)

En somme, nous pouvons dire que les aptitudes guerrières toutes spéciales de notre nation doivent nous conduire surtout à l'idée de les employer au ^{xx^e} siècle une fois encore pour parfaire l'Allemagne... Quant aux pleurnicheries de M. de Bloch et de Mme de Suttner sur les horreurs de la guerre moderne, il suffira tout simplement de consulter une statistique pour faire cesser ce malentendu. En effet, nous y apprenons que deux années de la paix profonde dont nous jouissons, nous coutent en morts violentes (suicides, accidents, crimes), plus que la guerre sans rivale, la campagne 1870-1871 tout entière.

(*Deutschland bei Beginn des 20sten Jahrhunderts*, p. 206.)

Raison ou tort sont des notions qu'il n'y a pas lieu de discuter quand le développement de notre peuple est en jeu. Nous voulons nous développer pacifiquement à l'intérieur ; à l'extérieur, si cela n'est pas possible pacifiquement, la guerre ne nous effraie pas. Qu'y a-t-il là de si effrayant ? L'histoire nous fournit suffisamment d'antécédents.

(TANNENBERG, p. 88 de l'édit. fr.)

**L'homme
d'Etat ne
doit donc
pas
chercher
à éviter la
guerre.**

Car ce qui nous manque, ce dont beaucoup d'Allemands déplorent douloureusement l'absence dans notre politique étrangère, ce ne sont pas des mesures nouvelles, mais un peu plus de tempérament et d'aplomb. Il nous faudrait un gouvernement qui, en considération de l'abus public et funeste du mot *paix*, mît ce mot hors de la circulation pour un temps.
(FRIEDRICH LANGE. *Reines Deutschtum*, p. 212-213.)

Certes, on ne peut, dans aucune guerre, prévoir la victoire avec certitude ; peut-être même au cours des quarante dernières années n'aurions-nous pas réussi à terrasser la France, comme cela eût été désirable ? Cette incertitude est inséparable de toute campagne. Bismarck ne pouvait, ni en 1866, ni en 1870, prévoir l'ampleur du succès final, et cependant il a risqué la guerre. Ce qui constitue la *grandeur* de l'homme d'Etat, c'est qu'il entreprend hardiment à l'heure propice l'action nécessaire, et la meilleure à vues humaines. La justice du Destin veille au dénouement.

(BERNHARDI. *Deutschland und der nächste Krieg*, p. 249 de l'édit. fr..)

Celui qui saurait aujourd'hui réveiller l'idéalisme sommeillant dans la nation, et dresser devant ses yeux un but élevé et facile à saisir, un but qui provoque l'enthousiasme, cet homme entraînerait notre peuple, uni dans sa force, aux

plus formidables efforts et aux plus lourds sacrifices, et réaliserait de grandes choses.

Dans la certitude de pouvoir en tout temps faire appel à ces forces, et fermement persuadé qu'elles ne feront pas défaut à l'heure du danger, notre gouvernement peut s'engager d'un pas assuré dans la voie qui nous mènera vers un avenir éclatant.

(*Ibid.*, p. 292.)

L'homme d'Etat qui n'ose prendre sur lui la responsabilité d'une décision virile et sacrifie les espérances de l'avenir au besoin de paix du présent, cet homme-là ne saurait trouver grâce devant le tribunal de l'histoire.

L'homme donc auquel incombe la tâche sublime et lourde de diriger un grand Etat, celui-là doit pouvoir se mettre au-dessus des critiques de ses contemporains...

Il lui faut encore se faire une idée non moins nette des devoirs particuliers qui incombent au peuple dont la destinée est remise entre ses mains, et formuler ces devoirs avec clarté et précision comme le but constant auquel doit tendre sa politique...

Alors seulement il pourra, quand l'heure de brandir le glaive aura sonné et que le moment de la décision sera venu, s'élever, l'esprit léger et le cœur tranquille, au point de vue auquel Luther donna jadis une expression aussi originale que puissante : « Tout ce qu'on écrit maintenant et ce que l'on dit de la guerre, qu'elle est un grand fléau, tout cela est vrai. Mais on devrait aussi considérer combien plus grand est le fléau contre lequel on se défend par son moyen. En somme, il ne faut pas voir dans la pratique de la guerre comment on étrangle, comment on brûle, comment on se bat et comment on se comporte : c'est ce que font les yeux bornés et simplistes des enfants qui ne considèrent que le chirurgien coupant une main et sciant une jambe, ne voyant pas qu'il faut le faire pour sauver le corps entier. De même, il suffit de regarder avec des yeux virils la fonction du glaive et son action terrible pour voir que c'est une tâche divine en soi et aussi utile, aussi nécessaire au monde que de manger et boire. »

(*Ibid.*, p. 49-50.)

II. — LA GUERRE NÉCESSAIRE CONTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Or, l'Allemagne est entourée de périls... Toute l'Europe latine est acquise au parti de l'Angleterre. Et au nord? Le Danemark et la Norvège sont sympathiques à l'Angleterre. La mer du Nord et le Sund sont flanqués d'amis d'Edouard... Nos efforts pour faire de la Baltique une mer fermée ont été contrecarrés par l'Angleterre, évidemment afin de pouvoir, le cas échéant, venir au secours des amis russes...

*La guerre
né-
cessaire
contre
l'Angle-
terre*

L'Allemagne est ainsi entourée d'Etats hostiles au sud, à l'ouest, au nord et à l'est, et des courants hostiles se manifestent aussi au sud-est... Nous allons vers des temps difficiles. Il s'agit de préparer l'âme du peuple.

Il s'agit surtout de réveiller la volonté de dominer, la volonté d'être puissant. Le pacifisme et le désir d'être « amis de tout le monde » ne nous mèneront pas loin... L'Allemagne a perdu de son prestige auprès des peuples de la terre. Une épée inutilisée se rouille... A défaut de notre volonté, la nécessité de la situation nous pousse. Et finalement, ce sont pourtant les canons qui décideront. (ALBRECHT WIRTH.

Unsere äussere Politik, p. 52-54.)

De même que Bismarck reconnaissait clairement et nettement l'impossibilité d'un développement salutaire de la Prusse et de l'Allemagne avant que la rivalité de la Prusse et de l'Autriche ne soit définitivement réglée, il est aujourd'hui évident pour quiconque n'a pas d'idées préconçues, que le développement futur de l'Allemagne comme puissance mondiale est impossible tant que sa rivalité avec l'Angleterre n'est pas définitivement tranchée. Et de même qu'une alliance sincère entre l'Allemagne et l'Autriche ne devint possible qu'après la passe d'armes de 1866, nous n'arriverons à l'entente avec l'Angleterre, si désirable à tous les points de vue, qu'après avoir croisé nos épées.

(BERNHARDI. *Unsere Zukunft*, p. 135.)

*Une
entente
avec elle
serait
onéreuse*

Il faudrait que l'Angleterre nous laissât, dans le domaine de la politique européenne, les mains complètement libres et acquiesçât d'avance à toute extension sur le continent, qui éventuellement pourrait résulter d'une confédération de l'Europe Centrale ou d'une guerre contre la France...

La possibilité d'une entente avec l'Angleterre subsiste néanmoins même dans ces conditions. Elle n'éviterait pas la rencontre finale, mais pourrait la retarder si nous y avons intérêt...

Cet état de choses et la résolution bien arrêtée de l'Angleterre de ne pas changer sa politique, nous font voir qu'une entente avec elle, même provisoire, ne pourrait être achetée que par de lourds sacrifices. Cela constitue pour nous un grave danger. Nous devrions consentir les plus lourds sacrifices pour n'obtenir peut-être qu'un court ajournement de cette guerre nécessaire. Il s'agit de procéder avec la plus grande prudence et de ne céder aucune position nécessaire à notre développement futur. Consentir à des engagements pouvant mettre en jeu l'avenir de notre position mondiale, pour n'obtenir qu'un ajournement, dont l'avantage paraît plus que douteux, de la guerre, serait un crime.

(*Ibid.*, p. 95-100-101.)

*Contre
la France*

Tout d'abord, notre situation politique se consoliderait déjà très sensiblement si nous pouvions définitivement écarter le danger d'être attaqués par la France à la première occasion favorable, c'est-à-dire aussitôt que notre situation se compliquerait par ailleurs. D'une façon ou de l'autre, il faut que nous réglions nos comptes avec la France pour avoir les mains libres dans notre politique mondiale. C'est la première condition et la condition indispensable d'une saine politique allemande, et puisque l'hostilité française ne peut être éliminée une fois pour toutes à l'amiable, eh bien ! que cela se fasse par la force des armes. Il nous faut abattre la France de telle sorte qu'elle ne puisse jamais plus nous barrer le chemin.

(BERNHARDI.)

Deutschland und der nächste Krieg, p. 103 de l'édit. fr.)

De même que nous avons en 1870-71 poussé jusqu'aux côtes de l'Atlantique, il nous faudrait, cette fois, envisager une conquête totale pour nous emparer d'abord de ses ports de guerre et détruire ses installations navales. Ce serait une guerre à outrance que nous devrions faire à la France, guerre qui — en cas de succès — anéantirait pour toujours sa situation de grande puissance. Si ce pays veut, avec son chiffre de population décroissant, se décider à un tel combat, il faut qu'il s'attende à perdre sa position actuelle en Europe et à tomber dans une dépendance politique définitive. Voilà l'enjeu de la lutte.

(Ibid., p. 171.)

En 1813, nous avons envoyé sur les champs de bataille le 10 0/0 de notre population, la Prusse orientale même le 13 0/0. L'Allemagne a aujourd'hui 65 millions d'habitants et 5 millions de soldats exercés ; que peut opposer à cela la France avec ses 39 millions ? Pous sauver les apparences, ce pays recrute le 84 0/0 des hommes en âge de servir ; nous seulement le 48 0/0. Ce seul fait témoigne d'une manière écrasante de l'impuissance de l'armée française. Nous pouvons à l'heure qu'il est mener de front cinq campagnes de l'envergure de la guerre de 1870-1871.

(TANNENBERG.)

p. 109 de l'édit. fr.)

Il ne peut être question de rester sans bouger au point où nous sommes aujourd'hui. Depuis 1871, nos voisins nous ont assez souvent fourni l'occasion d'en appeler à la décision par l'épée. Il ne nous a manqué que la volonté. En fin de compte, toute guerre peut être évitée. Mais il est facile aussi de trouver des motifs quand on en veut. Si Bismarck avait persuadé le roi Guillaume, à Ems, de se rendre aux exigences de Napoléon III, peut-être que la grande guerre n'aurait pas eu lieu. Si Bismarck l'avait voulu, l'affaire Schnaebelé aurait fourni le motif d'une guerre...

La Plus Grande Allemagne n'est possible que par une lutte avec l'Europe. La Russie, la France et l'Angleterre

*Ce sera
pour
bientôt*

s'opposeront à la fondation de la plus Grande Allemagne. L'Autriche, impuissante comme elle l'est, ne pèsera pas d'un grand poids dans la balance. (*Ibid.*, p. 102-104.)

Quand et dans quel ordre se produiront les transformations et remaniements que j'ai esquissés?

Il est très difficile, presque impossible, de donner une réponse. Ils peuvent commencer demain, déterminés par la tournure que prendront les affaires allemandes. Il se peut aussi qu'il faille attendre quelques années(1). Pour moi, l'essentiel est que le peuple allemand tout entier se familiarise avec les diverses éventualités liées aux événements qui s'approchent. C'est le but que j'ai poursuivi en composant mon livre.

(*Ibid.*, p. 298.)

Pourquoi on a dû tarder

La faute la plus grave de la politique allemande fut de ne pas avoir réglé son compte avec la France à un moment où les circonstances nous étaient favorables et où nous avions des chances de succès. Les occasions n'ont certes pas manqué. C'est à la politique de paix et de renoncement que nous devons de nous trouver dans la situation si précaire d'aujourd'hui, devant la tragique alternative de renoncer à notre situation mondiale ou de la conquérir sur des ennemis bien supérieurs en nombre.

(BERNHARDI.

(*Deutschland und der nächste Krieg*, p. 248 de l'édit. fr.)

Eviter les cas de litige a donc été une des tâches de la politique allemande. C'est en ce sens que les efforts faits pour éviter un conflit par les armes étaient acte de sage économie des forces. Pendant la crise marocaine de 1905-1906, cette considération a dû avoir son poids, car la France n'était pas prête à la guerre, la Russie était paralysée par ses défaites en Orient et ses troubles intérieurs. La situation, de ce point de vue, était singulièrement favorable pour une guerre. Mais on vouait à la destruction la flotte et son avenir, le commerce maritime allemand, nos intérêts maritimes, notre domaine colonial.

(Comte ERNST ZU REVENTLOW.

Deutschlands auswärtige Politik, p. 298.)

M. Wirth profeste

Le Maroc vaut bien une grande guerre, et même plusieurs. Par surcroît (même la prudente Allemagne arrive à s'en convaincre) la guerre n'est que différée, et non conjurée. Est-elle ajournée à notre avantage?... On dit qu'il faut attendre une meilleure occasion ! Attendre que l'on ait approfondi le canal de Kiel, que la loi sur la flotte ait donné son plein effet ! Il n'est pas précisément très diplomatique d'annoncer publiquement à nos adversaires : « Faire la guerre, ça ne nous dit rien pour le moment ; mais dans trois ans (2),

(1) Ceci a été écrit en 1911.

(2) Ceci a été écrit en 1912.

nous déchaînerons la guerre mondiale!» ... Non! Quand on médite réellement une guerre, il ne faut pas en dire un mot ; on enveloppe ses desseins d'un profond mystère, puis brusquement à l'improviste, on bondit comme le voleur dans les ténèbres !

(ALBRECHT WIRTH.

Unsere Aussere Politik, p. 35-36.)

III. — LA GUERRE NÉCESSAIRE CONTRE LA RUSSIE.

Le temps de la préparation a duré assez longtemps (de 1871 à 1911), soit quarante ans de travail sur terre et sur mer, le but constamment devant les yeux. Il s'agit maintenant de livrer l'ardent combat, de vaincre et de conquérir. Gagner des terres nouvelles, des terres de colonisation pour les paysans allemands, pères de futurs guerriers, et pour les conquêtes futures.

La paix est un mot détestable ; la paix entre Allemands et Slaves est comme un traité, fait sur papier, entre l'eau et le feu.

(TANNENBERG.

p. 41 de l'édit. fr.)

Quelqu'un doit faire de la place : ou les Slaves de l'ouest et du sud, ou bien nous ! Comme nous sommes les plus forts, le choix ne sera pas difficile. Il nous faut renoncer à notre attitude de modeste expectative. Un peuple ne peut se maintenir qu'en croissant.

(*Ibid.*, p. 100.)

L'avenir ne se décidera pas par une seule guerre. Après la première guerre de l'Allemagne et du Japon contre la Russie, il en viendra une seconde.

La première apportera à l'Allemagne les territoires du Memel, de la Windau, de la Duna et de l'Embach. La seconde, le bassin du Dniepr supérieur. Pour nous les terres ont plus de valeur que l'argent.

La Russie est notre premier adversaire, le second c'est la France. La Russie apportera les territoires, la France l'argent.

(*Ibid.*, p. 216-217.)

En suite de sa défaite en Mandchourie et de la révolution qui éclata après cette guerre malheureuse, l'Empire des tsars paraît, à cette heure, suivre une politique de recueillage. En Extrême-Orient, il cherche à s'entendre avec le Japon ; dans l'Asie Centrale, avec l'Angleterre ; dans les Balkans, sa politique s'est efforcée jusqu'ici de maintenir le *statu quo*. On ne peut prévoir encore, après les récents succès des Etats balkaniques, quels seront ses rapports avec eux et avec la Turquie. Elle semble avoir abandonné toute idée de guerre avec l'Allemagne. Les conventions de Potsdam, dont il ne faut pas à vrai dire s'exagérer l'importance, autorisent

*La Russie
ne
songe pas
à
la guerre*

à admettre que, pour le moment du moins, il n'y a pas à se prémunir contre une politique offensive de la Russie... Pour le moment, l'Empire des tsars n'a aucun motif de provoquer une guerre offensive contre l'Allemagne, ni même d'y prendre part.

(BERNHARDI.

Deutschland und der nächste Krieg, p. 88-90.)

On ne peut nier que le pangermanisme même ne participe tant soit peu de l'idée d'agression. S'il faut que l'Allemagne devienne un marteau, il faut aussi qu'elle en vienne à frapper. Si les Allemands veulent se maintenir contre les Slaves, il n'y a qu'un moyen qui est d'écraser les Slaves. Il est clair aussi que la tendance nouvelle a un caractère racial et fait volontiers abstraction des frontières.

(ALBRECHT WIRTH. *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*, p. 176.)

*Profits-
en*

Comme territoires douaniers fermés, il faut encore tenir compte de la Russie avec 136 millions d'habitants et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord avec 90 millions. La Russie, avec ses 22,8 millions de kilomètres carrés, était en mesure de se soustraire complètement à l'influence européenne, et elle a mis à profit cette possibilité avec une brutalité que personne ne lui conteste.

Elle n'est surpassée à cet égard que par l'Amérique du Nord, où la duplicité hypocrite de l'Anglo-Saxon s'unit à la froide cruauté de l'Indien, et le diplomate nord-américain s'est déjà acquis une certaine célébrité en Europe par la politesse sans fard avec laquelle il présente dans les cours ses imperturbables prétentions.

(TANNENBERG.

p. 118 de l'édit. fr.)

Le temps est venu pour nous de nous familiariser avec les faits en marche, de peur qu'un jour nous ne soyons surpris par les événements. Mais conquérir et occuper n'est pas un but en soi. Combien de désagréments ne nous a pas procurés la petite Alsace-Lorraine avec ses modestes 15.000 kilomètres carrés ! L'honneur d'entrer dans l'Empire allemand et dans son union douanière, qui domine toute notre vie, doit être payé. L'Alsace-Lorraine nous a apporté en dot quatre milliards de mares. C'était bien joli, assurément, mais vingt-cinq milliards auraient été mieux encore. Il n'y a pas d'argent à prendre dans l'Est, mais il y a autre chose qui a plus de valeur que l'argent comptant, ce sont les terres, terres de colonisation pour de nouveaux paysans allemands.

Les provinces baltiques, Courlande, Livonie et Esthonie, mesurent 94.564 kilomètres carrés ; elles sont donc six fois plus grandes que l'Alsace-Lorraine.

(*Ibid.*, p. 186.)

Nous Germains d'aujourd'hui, nous n'entrons pas dans un pays pour y pratiquer la rapine, nous y entrons pour en prendre possession pour l'éternité.

(*Ibid.*, p. 212.)

La frontière passera à cinq kilomètres en amont de la ville de Disna sur la Duna. Cette province comprendra le bassin de la Duna inférieure et de l'Aa de Wolmar. Sa capitale sera la vieille ville hanséatique de Riga, qui a déjà plus d'un quart de million d'habitants. Riga deviendra le siège de toutes les autorités supérieures de la province, ainsi que du tribunal suprême. On y fondera une haute école technique. La province sera divisée en quatre arrondissements gouvernementaux, Riga, Kreuzbourg et Dunabourg, comprenant chacun la partie correspondante du bassin de la Duna, et au nord Wolmar. Subdivision en cercles comme en Esthonie. (*Ibid.*, p. 198.)

Par ce doublement de notre sol à proximité de l'Empire allemand, l'alimentation de notre peuple est assurée pour l'avenir. Nous ne sommes plus dépendants de l'étranger pour nos importations de céréales et de bétail. Nous augmentons le bien-être du peuple. Non seulement celui qui émigre, mais aussi celui qui reste dans le pays y trouve son avantage. La propriété rurale ne continuera pas à se morceler comme cela s'est déjà produit en partie dans le Palatinat et dans le Wurtemberg. Nous encourageons la jeunesse au travail et à la bonne volonté, nous donnons aux adultes, par l'acquisition d'une propriété de colonisation, la possibilité d'arriver au bien-être et à la considération. Nous donnons un essor à la vie du travailleur rural, et au patron un ouvrier docile et intelligent.

A l'industrie, nous donnons du travail en doublant le marché intérieur.

Les navires de Hambourg, Brème, Rotterdam et Amsterdam n'amèneront plus les céréales de l'Amérique du Nord, d'Égypte et des Indes ; ils iront à Königsberg, Memel, Libau, Riga, Pernaü et Reval. La Baltique deviendra une Méditerranée allemande. (*Ibid.*, p. 214-215.)

Nous pourrions résumer dans les propositions suivantes notre opinion au sujet de l'opportunité qu'il y aurait à reculer à l'est notre frontière orientale vers la Pologne russe ou, si l'on préfère, vers la Russie polonaise :

1^o Il nous faut combattre tous les efforts qui tendent à une reconstitution de l'État polonais, que cet État polonais doive s'ériger sur le terrain exclusif de la Pologne russe, dite Pologne du Congrès, ou sur une base plus large ;

2^o L'Allemagne doit combattre les efforts de l'Autriche pour empiéter sur la Pologne russe. (ERNST HASSE.

Deutsche Politik, t. 1, fasc. 3, p. 105-106.)

A quoi sert, même en mettant les choses au mieux, un germanisme brésilien ou sud-africain ? Il peut servir beaucoup à la diffusion de la race allemande, très peu à la puissance impériale allemande. Il n'est pas dit que ces groupements

exotiques ne se développeront pas dans le sens de l'autonomie. Au contraire, l'accroissement continental du sol allemand et la multiplication de la classe rurale allemande, dont la ténacité, les capacités, sont mille fois supérieures à l'indolence obtuse du moujik, formeraient une digue solide contre le flot montant de nos ennemis, une assise ferme de notre puissance qui s'élève. Il nous faut reprendre l'œuvre colonisatrice des Othons, des Saxons de Transylvanie, de l'Ordre teutonique et des premiers rois de Prusse. L'établissement de paysans allemands sur la Volga, et le rôle croissant de l'industrie et du commerce allemands dans la vie économique de la Russie sont un bon commencement.

Sans doute, cette acquisition de terres nouvelles ne se fera pas sans la guerre. Quelle puissance mondiale s'est jamais fondée sans luttes sanglantes? Ce que nous craignons, ce n'est pas de succomber dans la lutte gigantesque ; non, mais nous craignons vivement qu'on dise de nous ce que le général de cavalerie carthaginoise reprocha à Hannibal : « *Victoria uti nescis.* »

(ALBRECHT WIRTH.

Volkstum und Weltmacht in der Geschichte, p. 235.)

IV. — LE PONT VERS LES INDES

List, Moltke, Rodbertus, Lagarde, les milieux pangermanistes ont indiqué que les fins de l'émigration allemande, de l'expansion allemande, sont au Sud-Est.

(ALBRECHT WIRTH. *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte, p. 235.)*

L'Orient est le seul territoire du globe qui n'ait pas encore été saisi par l'une des nations cherchant à s'élever ; or, c'est le plus beau champ de colonisation et si l'Allemagne ne laisse pas passer l'occasion de s'en emparer, avant que les cosaques n'étendent la main vers lui, elle aura conquis le meilleur lot dans le partage de la terre...

Dès que quelques centaines de mille colons allemands en armes cultiveront ces magnifiques campagnes, l'empereur d'Allemagne tiendra dans sa main les destinées de l'Asie occidentale

(ALOYS SPRENGER.

Babylonien das Lohnendste Kolonisationsfeld für die Gegenwart, p. 280.)

Mais il faut que l'Allemagne mette sa main forte et puissante sur l'Asie Mineure. Qu'on se représente un peu une division allemande de Poméranie ou de Bavares dans ce pays ; un gouverneur juste et énergique à peu près dans le genre du statthalter d'Alsace-Lorraine...

J'entends dire encore : « Des utopies ! de beaux projets ! mais irréalisables ! est-ce que les autres puissances toléreront la chose? Veux-tu donc assumer la responsabilité de la guerre mondiale qui pourrait en sortir? » Certes, ce sont là de graves questions ; nul homme consciencieux ne peut passer devant

avec indifférence. Des hommes comme l'empereur Guillaume I^{er}, comme Bismarck, se les sont également posées avant de porter la main à l'épée en 1866 et 1870 ; mais Dieu soit loué ! Ils ne se sont pas laissé paralyser par de semblables questions, ils ont dit : « Celui qui ne veut pas m'accorder mon droit de plein gré, celui-là je le contrains ; ce n'est pas pour mon plaisir que je tire l'épée ; mais s'il le faut, si l'honneur, la santé, la vie de l'Allemagne exigent cette cure par le fer et par le feu, cette cure dont dépend la vie ou la mort, eh bien donc, à la grâce de Dieu ! Je ne craindrai pas non plus d'assumer cette terrible responsabilité. »

D'ailleurs nous sommes encore loin aujourd'hui d'en être arrivés là. Nous pouvons nourrir le ferme espoir que la guerre entre les puissances européennes sera évitée aujourd'hui, tout aussi bien qu'en 1878. Quand les autres puissances verront que l'Allemagne prend la chose au sérieux, qu'elle est armée jusqu'aux dents et fermement décidée, s'il le faut, à se servir de son armement, ils y regarderont à deux fois avant de nous attaquer. Il suffit qu'il y ait à la tête de l'Allemagne un homme qui leur en impose, qu'ils redoutent, un homme de la trempe de Bismarck...

Dieu veuille nous donner l'homme qui, comprenant son temps, aura assez de force et de résolution pour réaliser d'une main puissante ce qu'il a reconnu comme juste ! Dieu n'abandonne aucun Allemand ! Au vaillant, Dieu prête assistance !

(AMICUS PATRIAE.)

Armenien und Kreta, eine Lebensfrage für Deutschland, p. 14.)

Quand le voyageur ne veut pas se laisser détrousser et résiste, on le tue. — Qu'y faire ?

La Turquie peut bien avoir la constitution qu'elle voudra, pourvu qu'elle se maintienne à flot encore quelque temps. C'est dans ce sens que Bismarck nous a appris à séparer la politique extérieure de la politique intérieure.

La même chose s'applique aussi à la mission chrétienne. En tant que chrétiens, nous désirons tous les progrès de la foi qui nous assure notre salut ; mais notre politique n'a pas pour tâche de faire œuvre de mission chrétienne. Les deux choses se trouvent mieux de ne pas s'engager dans un travail commun. Napoléon III était à la fois ami du sultan et protecteur des chrétiens d'Orient. C'est en cela qu'a résidé la faiblesse de sa politique...

A l'heure présente, l'attitude de Guillaume II est plus nette que celle de Napoléon III. Comme Empereur allemand il protège les protestants et les catholiques allemands de l'empire turc ; mais pour le reste, il ne fait pas de politique religieuse en Orient, il ne fait que de la politique allemande. (FRIEDRICH NAUMANN. *Asia*, p. 148.)

Les Anglais ont besoin du canal de Suez pour maintenir

et assurer leur domination dans le monde. Celui qui réussira, dans la prochaine guerre, à couler deux vieux navires dans le canal de Suez, pourra ouvrir la première trouée dans la formidable puissance de l'Angleterre.

(*Ibid.*, p. 142.)

Une alliance entre l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie peut en quelque sorte faire de nous, à l'aide des voies ferrées turques qui se construisent actuellement, les voisins de l'Angleterre sur terre ! La puissance anglaise peut être attaquée sur le Nil de façon presque aussi efficace que sur son territoire métropolitain. La perte de l'Égypte barrerait aussi le chemin des Indes par Suez, et c'est l'Égypte qui est la clé de toute la position de l'Angleterre au Soudan et dans l'Afrique orientale ; tout ce qui est en amont du Nil devient intenable dès que l'Égypte est aux mains d'une puissance étrangère.

Nous voyons donc de quel poids sont pour l'Angleterre les décisions qui vont se précipiter au cours des prochaines années, et de quelle importance ces événements seront pour nous. Nous voyons avant tout combien la politique turque est importante pour l'Angleterre présentement et nous en déduirons les lignes directrices qui nous mèneront au but où nous devons tendre. Ce but est doublement défini : de façon plutôt négative, d'abord, en tant qu'il s'agit de déjouer les plans anglais dont la Turquie devrait faire les frais ; de façon positive, d'autre part, et la formule en est alors : développement de nos relations avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie jusqu'à un accord ferme en matière politique et économique. Si nous réussissons à ce que chacun des trois alliés fasse l'expérience pratique des avantages immédiats, décisifs, inaccessibles par d'autres moyens, que lui procure ce rapprochement, nous pourrions considérer que la situation mondiale de l'Allemagne est assurée.

(PAUL ROHRBACH.)

Deutschland unter den Weltvölkern, p. 400-412.)

Après toutes ces explications, nous avons à peine besoin de dire que le territoire offert à la future expansion allemande se trouvant au beau milieu entre les empires de l'est et de l'ouest, doit absorber les pays intercalaires limitrophes de ces territoires, et s'étendre de la mer du Nord et de la Baltique, englobant les Pays-Bas et le Luxembourg ainsi que la Suisse, tout le bassin du Danube, la péninsule balkanique, l'Asie Mineure, jusqu'au golfe Persique...

Sous quelles formes les puissances allemandes coalisées de l'Europe centrale du nord rendront-elles effective ou non leur domination sur le Bas-Danube, dans les Balkans ou en Asie Mineure ; sous quelle forme la Turquie, par exemple, devra-t-elle continuer d'exister, c'est une autre question qui ne concerne que ces États et ces peuples, outre les puissances septentrionales allemandes, et personne autre au monde.

(ERNST HASSE.)

Deutsche Politik, t. II, fasc. 1, p. 64-65.)

Nous pourrions dire que l'arrogance hostile des puissances occidentales nous délie de toutes nos obligations imposées par les traités, qu'elle nous délivre des mots qui nous emprisonnent ; qu'elle contraint un Empire résolu à reprendre la vieille politique de conquête de la Prusse pour sauvegarder son droit à l'existence...

Tout le Maroc à l'Allemagne ; des canons allemands tout près de la route maritime de l'Égypte et des Indes, des troupes allemandes à la frontière algérienne. Voilà au moins un objectif qui serait digne de grands sacrifices...

Une rupture violente des négociations avec la France et une lutte non déguisée avec elle, que toute parole provocatrice de sa part exposerait alors à la guerre, serait encore préférable à l'acceptation d'un lambeau d'accommodement. La solution la plus utile ? Quand on peut mettre en campagne cinq millions de soldats allemands on est à même de prescrire aux Français les conditions auxquelles peut être acquis l'Empire Nord-Africain, la nouvelle France, avec ses divisions de troupes brunes. Si l'on n'en a pas l'énergie, on n'avait pas le droit de se risquer dans la ligne de feu des railleries de l'Europe. Ce n'est pas dans le Souss ni au Congo que nous voulons une compensation. Il y va, dans cette lutte, de la puissance de l'avenir de l'Empire allemand. Encore une déconfiture, une reculade timorée et, seul, le glaive pourra sauver ce que la langue et la plume auront mis en péril.

(MAXIMILIEN HARDEN. *Zukunft*, 29 juillet 1911, p. 150-151.)

De même qu'il est extraordinairement difficile pour l'Angleterre d'obtenir sur nous, par sa seule puissance maritime, un avantage réellement décisif, il nous est, de notre côté, impossible de la contraindre uniquement par les armes à demander la paix. Nous pourrions bien plus vraisemblablement atteindre ce but, en battant jusqu'à l'anéantissement ses alliés, donc la France avant tout autre. Il est également probable que la Grande-Bretagne serait amenée à incliner vers la paix, si pendant la guerre se produisaient dans ses colonies des soulèvements et des révoltés, qui menaceraient directement sa situation mondiale, dans sa puissance coloniale qui en est la base.

Qu'il y ait à cet égard en Égypte et en Afrique du Sud suffisamment de matières inflammables à portée de la main, peut être considéré comme certain.

(BERNHARDI. *Unsere Zukunft*, p. 129-130.)

Mais comment tirer parti de toute cette matière inflammable ? Fred-Naumann va nous le dire :

Sur toutes les rives de la Méditerranée sont établis des Allemands. Bonne chance, frères ! De l'ardeur, de l'action ! Cette vieille mer peut voir encore bien des choses. Tous, tant que vous êtes, vous tenez dans votre main une parcelle de la

*Les
pionniers*

vie future de l'Allemagne. Il n'est pas facile d'être parmi des Arméniens, des Grecs, des Syriens, des Turcs, des Français, des Russes et des Anglais. Mais vous n'avez pas le droit, à aucun prix, d'abandonner votre poste. Jadis, la patrie vous appelait ses fils perdus de l'étranger ; à l'heure présente, vous êtes depuis 1870 nos pionniers. Le portrait de Bismarck, qui est suspendu dans vos chambres, doit vous attacher à votre mission nationale.

(FRIEDRICH NAUMANN. *Asia*, p. 162.)

Pour régulariser et consolider la situation des « pionniers » on a édicté la loi Delbruck du 22 juillet 1913, qui stipule ce qui suit :

« ART. 25. — Ne perd pas sa nationalité allemande celui qui, avant l'acquisition d'une nationalité étrangère, aura obtenu sur sa demande, de l'autorité compétente de son état d'origine, l'autorisation écrite de conserver sa nationalité. Avant d'accorder cette autorisation on devra consulter le Consul allemand. »

Le Sort des Petits États

Le globe est réparti sans relâche entre les forts et les puissants. Les petits peuples disparaissent. Il leur faut se fondre dans les grands peuples qui les avoisinent.

(ERNST HASSE. *Deutsche Politik*, t. I, fasc. 3, p. 169.)

Dans le « bon vieux temps », il arrivait parfois qu'un peuple fort en attaquait un faible, l'exterminait, et l'expulsait de son patrimoine. Aujourd'hui, ces actes de violence ne se commettent plus. Aujourd'hui, tout se passe en douceur dans ce pauvre monde, et les privilégiés sont pour la paix. Les petits peuples et les débris de peuples ont inventé un mot nouveau, le « droit des gens ». Au fond, ce n'est pas autre chose qu'un calcul fondé sur notre généreuse bêtise.

(TANNENBERG. p. 99 de l'édit. fr.)

Et les traités? En temps de guerre, les paragraphes de tous les traités de neutralité volent au vent comme des lambeaux de papier, et il se pourrait que la Hollande, au cours de la guerre qui viendra tôt ou tard, avant même d'avoir fait entendre sa voix pour rappeler les garanties inscrites sur ces flocons légers, voie ses provinces continentales, tout comme ses lointaines colonies, occupées par l'une ou l'autre des puissances belligérantes. Car celles-ci ont besoin, tant que la lutte fait rage, de points d'appui et de ressources, et à la conclusion de la paix, de gages acquis par la force des poings, et qui leur serviront d'atouts.

(DIE GRENZBOTEN. t. 60, p. 154-155.)

Le mot de Bethmann-Hollweg n'avait donc rien d'imprévu, ni d'original.

Dès que nos frères de race bas-allemands auront triomphé de leur frayeur presque puérile de « d'annexion par les Prussiens », ils comprendront que l'adhésion de la Hollande à la Grande Allemagne est avantagense aux deux parties.

(*Grossdeutschland und Mitteleuropa, um das Jahr 1950*, p. 13.)

Le royaume des Pays-Bas entrant non seulement dans l'Union douanière allemande, mais aussi dans la Confédération Pangermanique, avec la plénitude de ses droits, renoncera à entretenir une flotte indépendante, mais organisera un corps d'armée indépendant, en vertu de prérogatives analogues à celles de la Bavière, ainsi qu'une armée coloniale.

De même qu'après la guerre de 1866 les États de l'Allemagne du Sud conclurent volontairement une alliance avec la Prusse, la Hollande et la Belgique auraient dû, après la

paix de Francfort, se rapprocher de l'Allemagne et demander leur admission à l'Empire et à son territoire douanier. C'était alors le dernier moment pour y être accueillis avec des droits égaux...

La barrière douanière contre nature qui s'élève à l'occident entre l'Allemagne et les Pays-Bas tombera ; les ports maritimes de la Meuse et du Rhin recouvreront leur ancien *hinterland* et verront renaître leur antique prospérité.

Le Luxembourg et la Suisse entreront également dans le nouvel Empire, en conservant leurs constitutions actuelles. Seulement, il faudra qu'ils prennent leur part de la défense de cet Empire qui les protège depuis longtemps, et qu'ils se plient aux exigences de la Grande Allemagne.

(TANNENBERG. p. 130-142 de l'édit. fr.)

*Nous
avons
besoin...
et cela
suffit*

Nous avons besoin de ces terres nouvelles hollandaises, déjà fertilisées par le sang allemand, pour l'indispensable élargissement de notre domaine économique. Nous avons besoin, sur un Rhin devenu allemand jusqu'à l'embouchure, du libre trafic que la silencieuse résistance de la Hollande nous rend plus difficile.

Une union douanière, une organisation commune de la défense militaire et navale — la langue de commandement étant le haut-allemand dans l'armée, le bas-allemand dans la flotte — une gestion commune de nos possessions d'outre-mer, conduite dans un esprit de prudence néerlandaise et d'utilité pratique : tel est l'objet de l'alliance germano-néerlandaise.

Si la Hollande était une simple puissance continentale, cette alliance ne se constituerait que le jour où l'Allemagne imposerait par la force ses justes prétentions. Mais comme le vaste domaine des possessions trans-océaniques de la Hollande s'effrite tous les jours sous une menace croissante, les hauts seigneurs commerçants sur l'Amstel et sur la Meuse sont poussés de notre côté par des considérations d'intérêt personnel,

(FRITZ BLEY.

Die alldeutsche Bewegung und die Niederlande, 1897, p. 7.)

Ne nous méprenons pas à cette haine manifestée en Hollande contre tout ce qui est allemand... Cette germanophobie est due surtout à ce que les Hollandais ont mauvaise conscience ; ils ne comprennent pas eux-mêmes comment le puissant Empire allemand s'est laissé verrouiller par la petite Hollande, pendant si longtemps avec une patience muette la porte de son plus beau fleuve.

(*Ibid.*, p. 7.)

Le Luxembourg recevra de la Belgique le district d'Arlon où l'on parle allemand ; il demeurera membre de l'Union douanière, deviendra membre de l'Empire allemand (et non pas seulement de la Confédération Pangermanique). Il conclura avec la Prusse une convention militaire analogue à celle

du Brunswick. Luxembourg deviendra une place forte impériale.

(*Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950, p. 14-15.*)

D'après l'attitude qu'adoptera la France vis-à-vis de l'Allemagne, le pays wallon deviendra margraviat français ou allemand. Seule la partie flamande de la Belgique est digne d'entrer de plein droit dans la Confédération Pangermanique.

Le royaume de Belgique, comme celui des Pays-Bas, renoncerait à sa flotte et céderait Anvers à l'Allemagne comme place forte impériale et port militaire impérial. Mais il conserverait comme la Bavière et la Saxe un corps d'armée distinct. Anvers serait relié au Rhin par un canal de dimensions gigantesques, à Berlin par une voie ferrée extra directe.

(*Ibid., p. 14.*)

On peut donc laisser à la Suisse le choix entre deux alternatives : entrer telle que, ou réduite à ses cantons allemands, dans l'Union douanière allemande et dans la Confédération Pangermanique, ou bien faire partie de l'Empire allemand avec ses droits d'Etat fédéré. De toute manière, on lui permettrait de conserver sa constitution politique et militaire.

(*Ibid., p. 17.*)

Hégémonie

« Puissance mondiale ou décadence »
voilà le sort que nous impose
l'évolution historique. Il n'y a
pas de milieu. (BERNHARDI.

Unsere Zukunft, p. 26.)

L'inspira- teur

Tout comme lui (Guillaume I^{er}) je vois dans le peuple et dans le pays qui m'ont été transmis, un gage qui m'est confié par Dieu, que c'est mon devoir d'accroître — comme il est dit dans la Bible — et dont j'aurai un jour à rendre compte.

Je pense administrer ce gage de telle manière que je pourrai y ajouter encore pas mal. Quiconque voudra m'y aider sera le bienvenu ! Quant à ceux qui voudraient me gêner dans ce travail je les écraserai.

(GUILLAUME II.

Au banquet du Provinzial Landtag de Brandebourg 1890)

L'Empire allemand est devenu un Empire mondial. Partout, sur des continents lointains, habitent des milliers de nos compatriotes. Les richesses allemandes, le savoir allemand, l'industrie allemande franchissent l'Océan. C'est par milliards que se chiffrent les valeurs que l'Allemagne fait naviguer sur mer. Vous avez, Messieurs, le devoir grave de m'aider à attacher fermement à notre Empire d'ici ce plus grand Empire allemand.

(GUILLAUME II.

Au banquet du 25^e anniversaire de la fondation de l'empire allemand.
18 janvier 1896.)

Puisse notre patrie allemande, dans les temps futurs, par la coopération unifiée des princes et des peuples, de leur armée et de leurs citoyens, devenir aussi puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'Empire romain universel afin qu'un jour dans l'avenir on puisse dire comme autrefois « *Civis Romanus sum* : je suis citoyen allemand. »

(GUILLAUME II.

A la pose de la première pierre du Musée de Saalburg.
4 octobre 1900.)

Expan- sion continen- tale

Il faut que le peuple allemand s'élève comme un peuple de maîtres au-dessus des peuples inférieurs d'Europe et des peuples primitifs des colonies...

On n'a jamais vu dans l'histoire qu'un peuple s'arrêtât à mi-chemin comme le peuple allemand l'a fait après ses victoires de 1864 à 1870. L'humeur pacifique des diplomates dirigeants d'Allemagne s'est contentée d'assurer la sécurité des frontières au nord et à l'ouest, peut-être parce que, dan

un cas comme dans l'autre, on était forcé pour des raisons militaires de reculer les frontières politiques un peu au delà de celles de la race. Ces deux sortes de frontières ne coïncideront jamais tout à fait. Il sied à un peuple fort de revendiquer, en cas de doute, un peu trop plutôt que trop peu.

(*Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950, p. 7-9.*)

Le sentiment de justice et d'équité dont nous sommes profondément imprégnés, nous a avant tout guidés et nous guide encore, partout où la lutte pour la vie ne nous a pas amenés à asservir le plus faible. (RUDOLF GÖTTE.

Deutscher Volksgeist, p. 99.)

La Plus Grande Allemagne sera le but et l'œuvre du *xx^e* siècle ! Empire d'une puissance ethnique immense, nous remplissons le centre de l'Europe. Alors nous serons à même de satisfaire aux nouvelles tâches et aux exigences qui s'imposent à nous.

(TANNENBERG.

p. 115 de l'édit. fr.)

Les frontières présentes de l'Empire sont, comme toutes les choses humaines, sujettes à changement.

Si nous sommes un peuple qui croit à son avenir et qui veut subsister, en concurrence avec les autres grands peuples civilisés du globe, nous ne devons pas souffrir qu'on restreigne en aucune façon l'espace nécessaire à notre développement tant comme race que comme Etat.

Toute modification apportée à nos frontières doit donc se chiffrer par un agrandissement.

Avant de chercher à fonder une plus grande Allemagne sur d'autres continents, il nous faut créer dans l'Europe centrale une plus grande Allemagne.

De la nécessité de notre situation géographique faisons une vertu. Nous n'habitons pas une île, comme les Anglo-Saxons, et nous ne sommes pas contraints comme eux d'aller chercher au delà des mers nos colonies de peuplement.

Au contraire, nous sommes un peuple continental, nous vivons dans un Etat continental, comme la Russie. Un groupement de cette espèce cherche et trouve un domaine colonial sur le continent, dans le voisinage immédiat de son pays d'origine.

En cherchant à coloniser les pays immédiatement conigus à notre patrimoine actuel, nous continuons l'œuvre millénaire de nos ancêtres. Il n'y a rien là qui soit contre nature.

(ERNST HASSE.

Deutsche Politik, t. I, fasc. 3, p. 167-168.)

Notre politique doit s'efforcer avec une incessante activité de créer les circonstances les plus favorables pour la

lutte qui approche. Même si, pour atteindre des objectifs particuliers, elle était amenée à une collaboration temporaire avec les autres grandes puissances, elle ne devra jamais perdre de vue que tout arrangement avec la Triple Entente ne peut être, de par sa nature même, que provisoire et limité à un but particulier et dont l'existence ne peut être garantie, au mieux, que par une signature. Elle devra être décidée à intervenir par les armes, dès que nos intérêts seront sérieusement menacés, car bien moindre est la responsabilité encourue par celui qui, dans les circonstances favorables, provoque une guerre nécessaire, que la responsabilité qui pèserait sur celui qui, pour des avantages éphémères ou par manque de résolution, déchaînerait sur sa patrie une guerre malheureuse.

(BERNHARDI.

Unsere Zukunft, p. 142.)

J'ai essayé de faire comprendre dans les pages précédentes que c'est poursuivre une chimère que de croire à la possibilité pour notre patrie, d'atteindre, dans le groupement actuel des puissances européennes, ce degré de puissance mondiale qui seul correspond à l'importance et aux légitimes aspirations du peuple allemand.

J'ai montré que la tâche qui incombe à notre politique consiste bien plus à briser la Triple-Entente, à asseoir notre puissance en Europe sur des bases indestructibles, puis à conquérir, en nous appuyant sur elles, une vraie position mondiale au moyen d'un empire colonial répondant à nos besoins.

(*Ibid.*, p. 148.)

Il faut rompre complètement avec le droit politique du passé. La guerre est le meilleur fondement pour la création de formes politiques nouvelles, pourvu que le contenu de ces formes soit adapté aux nécessités de l'évolution organique. Or, il n'y a pas le moindre doute que ces conditions ne soient des conditions allemandes.

L'Autriche devra être reconstruite sur des bases allemandes
L'Autriche à demi allemande deviendra un membre entièrement allemand du nouvel Empire de race germanique.

(*Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*, p. 3-4.)

La réunion forcée de l'Autriche à l'Empire allemand serait le digne prix des sacrifices que l'Allemagne a consentis durant trente ans pour son armée de terre. Sur cette base élargie, elle pourrait ensuite, avec l'aide de sa flotte, conquérir et consolider, dans la vie économique mondiale, la situation qui lui est nécessaire pour durer dans les siècles à venir.

« *Notre avenir est sur l'eau* », mais notre présent est entre l'Adriatique et la Baltique, entre la Memel et le Pas de Calais.

Seul le germanisme unifié au cœur de l'Europe est capable des grandes tâches lointaines qui nous attendent dans d'autres continents.

(*Ibid.*, p. 14.)

La Hongrie est un faisceau d'impossibilités. Il ne suit pas de là qu'elle soit une possibilité politique. Or, s'il faut accorder cela, n'a-t-on pas accordé par là même qu'il est de notre devoir d'aider ces peuples et ces tribus à disparaître? Il faut que la Lablunka n'entende plus que l'allemand, et, de là, il faut que le flot (allemand) se répande vers le sud jusqu'à ce qu'il ne reste rien de toutes les lamentables nationalités de l'Etat impérial (d'Autriche):

(PAUL DE LAGARDE.

Deutsche Schriften, p. 112.)

Le sort de la Hongrie est entre les mains des Magyars. S'ils acceptent nos conditions — ce qui est indispensable — leur pays peut continuer à subsister comme Etat tout à fait indépendant...

Si les Magyars font preuve d'hostilité, le pays entier sera transformé en provinces prussiennes. Mais les grands propriétaires magyars, tout-puissants dans leur entourage, se garderont bien de provoquer la colonisation prussienne et l'expropriation forcée en faveur de paysans allemands. En tant que pangermanistes il ne nous déplairait pas que les Magyars ne se déclarassent pas d'accord et combattissent la création de la Plus Grande Allemagne. Il n'y a pas plus de terrain à coloniser qu'il n'en faut pour notre peuple, chez qui l'excédent des naissances sur les décès est d'un million, tandis que le peuple magyar est le seul — à l'exception des Français — où la population, au lieu de s'accroître naturellement, tend à diminuer.

(TANNENBERG.

p. 94 de *l'édtl. fr.*)

L'Empire allemand et le peuple allemand doivent leur histoire et leur survivance à l'œuvre de colonisation accomplie sur le sol allemand. La conséquence nécessaire et la loi que nous en tirerons, c'est que *la germanisation des Marches frontières encore non allemandes ne doit pas cesser* avant d'avoir réussi à faire coïncider le pays allemand et les frontières de l'Empire allemand, à *germaniser tous les résidus de population étrangère à l'intérieur de l'Empire*, et à procurer au peuple allemand qui a besoin de s'étendre des *territoires nouveaux*, à la mesure de sa force et de son besoin d'expansion. *Toute la politique intérieure et extérieure de l'Empire devra être subordonnée à cette idée directrice.*

(ERNST HASSE.

Deutsche Politik, t. I, fasc. 2, p. 126.)

Le peuple allemand n'a pas le droit de renoncer jamais à la Carniole et à Trieste avec sa côte, quel que soit le peuple qui y vive. L'accès de l'Adriatique est une nécessité vitale pour la Grande Allemagne, et le peuple allemand usera de tous les moyens pacifiques et belliqueux pour se l'assurer.

(*Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950*, p. 28.)

Il est clair qu'il ne s'agit pas de reculer timidement devant

le premier fanfaron venu, qui fait cliqueter son sabre en fer-blanc. Que nous restera-t-il si nous nous retirons poliment dans toutes les occasions devant plus faibles que nous, comme nous l'avons fait depuis trente ans? Ce serait pour le peuple allemand une vis sans fin, car, sur terre, tous les peuples du monde sont plus faibles que nous. Seule l'Angleterre fait exception, car elle possède un armement maritime que nous ne sommes pas habitués à combattre. Il n'y pas de commune mesure permettant de juger entre nous à cet égard.

(TANNENBERG. p. 294 de l'édition fr.)

Considérons notre histoire et l'économie mondiale contemporaine. Cette considération requiert avec urgence que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, les Etats balkaniques, les deux pays néerlandais et la Suisse, enfin, s'il est possible, les pays scandinaves, se joignent, eux et leurs colonies, dans une Union douanière commune, libre échangiste ou à protection échelonnée au dedans, mais fortement protégée au dehors. Il n'y a pas d'autre moyen, en face des territoires géants de la Russie, de l'Angleterre et des Amériques réunies, de maintenir intact leur droit à l'existence et d'assurer le pain de leur population,

(FRITZ BLEY.

Die Weltstellung des Deutschlands, p. 17-18.)

La Confédération grande-allemande sera un Etat national allemand qui embrassera la grande majorité des Allemands vivant en agglomération en Europe. Cet Etat ne sera pas exclusivement habité par des Allemands, mais il sera exclusivement dominé par des Allemands.

L'excès annuel d'un million de naissances dans le peuple allemand sera presque entièrement conservé à l'intérieur des frontières de la Confédération et servira à l'œuvre de colonisation à l'est et au sud-est; les Allemands ayant seuls le droit d'exercer tous les droits politiques, de servir dans l'armée et dans la marine et d'acquérir des propriétés foncières, retrouveront le sentiment qu'ils ont eu au moyen âge d'être un peuple de maîtres. Ils toléreront volontiers les étrangers qui vivront parmi eux pour y accomplir les besognes manuelles inférieures. Ceux des habitants non allemands de l'est et du sud-est qui n'émigreront pas au delà des mers ou dans les pays slaves voisins seront disséminés dans tout le territoire de la Confédération et employés dans l'industrie plutôt que dans l'agriculture. Car dans l'agriculture l'initiative du paysan allemand prédominera...

Une population allemande grandira, bien nourrie, saine, prolifique, forte et consciente de sa force, patriote aussi; un peuple capable de transmettre, pendant des siècles encore, à l'humanité future tous les trésors de la culture allemande: une heureuse et satisfaisante Pangermanie!

(*Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950*, p. 47-48.)

L'arrêt, c'est le recul. Le peuple allemand lui aussi reculera s'il n'avance, s'il ne sait pas s'étendre par le nombre et dans l'espace... Cette expansion implique la possibilité et la probabilité d'une guerre...

Le peuple allemand sombrerait certainement dans l'espace de quelques générations, soit dans la richesse, soit dans la pauvreté, en tous cas dans la médiocrité et dans la faiblesse, s'il ne devait chaque jour compter avec la possibilité d'une lutte à mort qu'il peut avoir à soutenir pour son existence contre les peuples voisins...

Si nous n'étions pas entourés de dangers de guerre, il faudrait artificiellement en créer un, pour tonifier notre germanisme amolli et relâché, pour lui faire des os et des nerfs. Et c'est un autre bonheur que nous ayons à soutenir cette lutte pour l'existence, non sur mer, mais sur terre, en faisant appel à notre peuple entier...

Sur ce terrain, nous sommes pour l'instant supérieurs au reste du monde...

Rien n'est plus immoral que de considérer et de traiter la guerre comme une chose immorale. « La guerre est la mère de tous les biens. » (Empédocle). C'est la preuve mathématique qu'il faut faire au problème de l'énergie totale d'un peuple. Et il n'y a rien de plus moral que l'égoïsme collectif, que l'instinct de conservation des peuples. « Supplanter ou se laisser supplanter, toute la vie est là. » (Goethe).

Le peuple allemand a besoin de la guerre pour pouvoir se défendre à chaque instant contre un monde d'ennemis. Des ennemis de toutes parts ! Mais nous avons autant de droits à nous étendre que les autres peuples, et si l'on nous restreint cette possibilité outre-mer, nous sommes forcés de la réaliser en Europe. Ceci n'ira pas sans guerre...

Il est donc indigne de l'Empire allemand de renier ces conditions vitales de son existence et de faire la roue avec ses protestations de pacifisme, auxquelles personne ne croit d'ailleurs. La pire hypocrisie, c'est que l'Allemagne ait pris part à la Conférence de La Haye et à celles qui ont suivi. On ferait mieux de laisser cette farce à ceux qui, depuis des siècles, ont fait de l'hypocrisie une industrie et une habitude. (ERNST HASSE. *Deutsche Politik*, t. I, fasc. 4, p. 126-132.)

Notre jeunesse, notre capacité de développement et notre puissance militaire tout à fait remarquable rendent bien des choses possibles entre autres la création d'un empire germanique de cent millions d'habitants; nous pouvons devenir « l'Europe » et par surcroît dominer les mers...

Toute guerre est évitable, de même que tout peut devenir une occasion de guerre, voilà ce que nous pourrions apprendre de Bismarck lui-même, qui a évolué avec virtuosité entre ces deux pôles, s'approchant tantôt de l'un, tantôt de l'autre. *Pour nous, la grande occasion suffisante et qui ne nous fera jamais défaut consiste en ce que, depuis la fondation*

de l'Empire et le développement de l'Allemagne, les Allemands ont été, dans tous les pays, molestés et opprimés; ce fut la réponse de l'univers perfide à notre résurrection...

Nous ne gravirons un échelon nouveau de notre développement national qu'en nous appuyant sur une guerre contre l'Europe. Et la France, et la Russie, peut-être aussi l'Angleterre, s'opposeront à la création de la Pangermanie; l'Autriche ne dira pas grand'chose, car elle est par trop faible; nous devons, dans ces conditions, faire éclater toutes nos mines et réaliser avec vigueur l'idée pangermaniste, Nous réussissons ainsi sûrement. Une grande et habile politique saura fragmenter la lutte en la divisant en plusieurs guerres successives. Il faudra, autant que possible, abattre les adversaires un à un...

La grande Allemagne ne sera possible qu'après l'anéantissement complet de la Russie. Lorsque les armées allemandes camperont victorieuses depuis la Moldavie jusqu'à l'Adriatique, il deviendra possible, quitte à les indemniser, d'expulser purement et simplement les populations non allemandes de la Cisleithanie; faire ainsi table rase, puis procéder à une colonisation allemande. Nous n'hésiterons pas, dans des circonstances si exceptionnelles, à enlever à la France et à la Russie de larges bandes de territoire dont nous ferions des *marches* à nos frontières de l'ouest. et de l'est; l'évacuation de ces régions (aussi grandes que possible) par la population étrangère et le dédommagement de cette population par les puissances vaincues figureraient parmi les conditions de paix. Alors nous coloniserions. *Voilà comment nous nous représentons l'élargissement de nos frontières en Europe et l'accroissement rapide de notre population nous rend cette extension aussi nécessaire que notre pain...*

*Nous avons besoin d'espace en Europe si nous voulons être et continuer à être un peuple et une grande puissance. Voilà ce que nous indique le développement naturel et nous ne croyons pas qu'il serait sage de reculer devant les conséquences extrêmes de cette exigence. Naturellement nous serions ainsi amenés à créer un droit de guerre et international nouveau; mais qu'elle importance cela peut-il avoir de nos jours, puisque cinquante ans s'écourent entre deux guerres consécutives; on peut très bien, à de pareils intervalles, changer le droit des gens, c'est-à-dire le développer dans le sens dont besoin se fait sentir. Nous sommes convaincus que celui qui entreprendra une guerre fera bien, dans l'avenir, de tenir compte uniquement de ses intérêts et nullement d'un soi-disant droit des gens; on fera bien d'agir sans aucun scrupule et sans aucun égard; ceci s'applique aussi à une guerre contre l'Angleterre, et les conditions de paix devront être autrement dures et efficaces que celles du traité de Francfort lui-même. Autrement rien ne sera fait; plus le *væ victis* sera terrible, plus la paix*

qui suivra sera assurée ; dans l'antiquité, on détruisait complètement les peuples vaincus ; aujourd'hui on ne peut plus le faire physiquement, mais on peut imaginer des conditions qui se rapprochent beaucoup d'une destruction totale.

(*Deutschland bei Beginn des 20 sten Jahrhunderts, p. 208-214.*)

Nous voyons d'après l'importance de notre commerce mondial, que nous avons le droit de prétendre à la deuxième place dans la souveraineté du monde, et qu'en toute équité notre empire colonial devrait avoir l'étendue des trois quarts de l'empire britannique, être presque le double de l'empire colonial français ou même le quintuple de notre voisin de l'est, la Russie, ou que nous devrions posséder dans la zone tempérée — telle l'Amérique du Nord, notre égale ou peu s'en faut en importance d'exportation mondiale — un territoire neuf fois plus grand que celui de notre cher Empire allemand. Nous n'avons jusqu'ici pris comme terme de comparaison que les chiffres qui se rapportent à l'Empire allemand. Mais — ce qui est assurément plus juste — si nous prenons comme terme de comparaison ceux qui concernent le peuple allemand, nous arrivons à des constatations plus déconcertantes encore. Il est très difficile d'obtenir un chiffre exact, mais je crois pouvoir supposer l'ensemble du commerce germanique égal au commerce de l'Allemagne, augmenté de la moitié de celui de la Hollande, de la Belgique, de la Suisse et de l'Autriche, et admettre que l'autre moitié représente le commerce de ces pays avec l'Allemagne. Nous arrivons ainsi à un total d'affaires de 24 milliards, chiffre ahurissant par son importance. Nous battons ainsi l'Angleterre de 3 milliards. Ce nombre est seul valable pour assigner au peuple allemand sa position dans le monde. C'est donc la première place qui nous revient comme puissance mondiale et comme domination mondiale. Nos pères nous ont décidément laissé encore beaucoup à faire. La réalité est lamentable en regard de ces chiffres.

(TANNENBERG. p. 274-275 de l'édit. fr.)

Nous avons combattu et lutté dans les dernières grandes guerres pour notre unité nationale et aussi pour notre situation en Europe ; aujourd'hui nous sommes à la veille de prendre une décision plus importante : « Voulons-nous nous élever à la hauteur d'une puissance mondiale, nous maintenir à cette hauteur et procurer à l'esprit et au génie allemands sur toute la face du globe le respect qui leur est dû et qui leur est encore refusé aujourd'hui ? Nous sentons-nous le ressort nécessaire pour tendre de toutes nos forces à ce but ? Sommes-nous prêts à faire les sacrifices qu'il exigera certainement de nous ? Ou bien voulons-nous reculer devant les forces qui nous sont hostiles pour déchoir petit à petit au triple point de vue économique, politique et national ? » Voilà le fond de la question.

« Être ou ne pas être ? » Tel est le dilemme qui se pose à

*Domina-
tion
mondiale*

nous aujourd'hui. Il est masqué, à vrai dire, par l'équilibre apparent des forces et des intérêts opposés, par le jeutrompeur de la diplomatie et par le besoin de paix officiel dans toutes les nations ; mais il est dans la logique inexorable de l'histoire et s'impose à l'esprit quand, au delà de l'horizon journalier, on s'efforce de pénétrer d'un œil clairvoyant l'avenir de notre planète.

(BERNHARDI.)

Deutschland und der nachste Krieg, p. 101-103 de l'édit. fr.)

Le peuple allemand doit jeter son dévolu sur l'Afrique centrale, de l'embouchure du fleuve Orange au lac Tchad et des monts du Cameroun à l'embouchure du fleuve Rovouma, — sur l'Asie Mineure, — sur l'archipel Malais dans l'Asie sud-orientale, — et finalement, sur la moitié méridionale de l'Amérique du Sud. Alors seulement, il possèdera un empire colonial en rapport avec sa situation de puissance.

La politique de sentiment est une sottise. Rêveries humanitaires, stupidité. Le partage des bienfaits doit commencer par ses compatriotes. La politique est une affaire. La justice et l'injustice sont des notions qui ne sont nécessaires que dans la vie civile.

Le peuple allemand a toujours raison, parce qu'il est le peuple allemand et qu'il compte 87 millions de nationaux. Nos pères nous ont laissé encore beaucoup à faire.

(TANNENBERG. p. 296-297 de l'édit. fr.)

En Afrique

Pour nous c'est une question vitale que l'acquisition d'empires coloniaux qui nous permettent de rester indépendants du bon vouloir de nos concurrents, nous offrent un débouché pour les produits de notre industrie, et nous donnent la possibilité de nous procurer les matières premières si nécessaires et si précieuses qui nous manquent...

Il faut que nous les ayons ces colonies, c'est pourquoi nous les aurons. Que ce soit aux dépens de l'Angleterre ou aux dépens de la France, ce n'est qu'une question de puissance, et peut-être aussi l'affaire d'un peu de hasard.

Pour arriver à nous créer un empire colonial — notre premier — il faudrait joindre à l'Est africain, au Cameroun et au Sud-Est africain, l'Angola et l'Etat du Congo. A cela comme territoire de jonction avec le Cameroun viendrait s'ajouter le Congo Français ce qui ferait une étendue de 7.500.000 kilomètres carrés en plus de nos 2.265.560. Voilà ce qu'en bonne conscience on peut appeler un empire colonial riche en produits de la flore tropicale...

Le Portugal, la France et l'Angleterre se trouvent sur notre chemin et nous gênent dans l'acquisition de ce premier empire colonial du peuple allemand. Le Portugal et la France seront les victimes. L'Angleterre ne pourra pas l'empêcher. (*Ibid.*, p. 281-282.)

Laissons la France conquérir sa colonie du Maroc. Dans

les premières années, elle aura de quoi occuper grandement une armée de 100.000 hommes ; cela revient à décharger à souhait pour nous notre frontière occidentale. Entre temps, nous pourrons redoubler de zèle et de sacrifices pour étendre la construction de notre flotte ; puis quand le sang de la France commencera à s'épuiser dans ses colonies, nous pourrions exiger de l'Angleterre ce que nous voudrions, et, si nous sommes suffisamment forts, nous lui montrerons les dents et quelque chose de plus encore, dès que la puissance coloniale de la France sera mûre pour le démembrement. Alors ce sera le moment de réclamer le Maroc occidental, mais y compris Tanger et en y rattachant toutes les possessions européennes dans l'Afrique occidentale jusqu'au Sud-Ouest africain allemand !

(JOACHIM VON BULOW.

Marokko deutsch, p. 28.)

Une politique prévoyante peut seule, par un recours inexorable (*rücksichtslos*) à toutes les ressources de sa puissance, conclure des traités avec les Etats étrangers qui ont besoin d'accueillir nos émigrants, et qui, dès lors, finiront aussi par se laisser imposer les conditions jugées nécessaires par notre gouvernement. Les Républiques argentine et brésilienne et, plus ou moins, toutes ces républiques loqueteuses de l'Amérique du Sud se laisseraient dire un mot et entendraient raison, de gré ou de force.

(FRIEDRICH LANGE. *Reines Deutschtum, p. 208.*)

Les tristes conditions politiques et financières qui ont conduit ces contrées (les pays de l'Amérique espagnole et portugaise) extrêmement riches à la ruine et à la misère par des révolutions, par une mauvaise gestion économique, par la concussion et le gaspillage, réclament impérieusement de l'honnêteté et de l'esprit réfléchi des Allemands, un remède et un assainissement qui devraient se faire sentir d'abord dans l'administration des communes, puis dans celles des provinces et enfin de l'Etat.

(JOHANNES UNOLD.

Das Deutschtum in Chile, p. 63.)

Les établissements allemands du Brésil méridional et de l'Uruguay forment la seule éclaircie dans ce sombre tableau de la civilisation sud-américaine. Là résident 500.000 Allemands et il est à espérer que par la réorganisation de l'Amérique du Sud quand les peuples métissés d'Indiens et de Latins auront disparu, l'immense plateau de la Plata, avec les côtes qui s'y rattachent à l'ouest, à l'est et au sud deviendra territoire allemand. Les Allemands établis dans les forêts du Brésil méridional ont tous — comme les Boers du sud de l'Afrique — en moyenne de douze à quinze enfants de sorte que par cet accroissement naturel déjà le pays est assuré...

Dans ces conditions, n'est-ce pas un vrai miracle que le

*En
Amérique*

peuple allemand ne soit pas, depuis longtemps déjà, décidé à prendre possession de ce territoire? Cinq cent mille Allemands, sous un climat tempéré, dans un pays de 5 1/2 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire dont l'étendue est neuf fois celle de l'Allemagne! Ce fait ne suffit-il pas? Une fausse modestie n'est pas de mise dans la lutte pour l'empire du monde. (TANNENBERG. p. 293 de l'édit. fr.)

Au Brésil, au Maroc, en Turquie, nos ferventes protestations pacifiques n'ont servi de rien. Je sais que l'occasion de prendre pied au Brésil est passée. Mais elle s'est présentée en 1889. A cette époque, un certain nombre d'officiers allemands débarquèrent avec l'intention de conquérir le Brésil qui se tordait dans les convulsions de la guerre civile (je ne peux pas donner mes sources). Ça aurait été possible alors. C'est impossible aujourd'hui. Mais aucune idée jamais ne doit être condamnée comme absolument irréalisable, surtout en politique. Tout dépend des circonstances. Le même coup d'Etat qui échoue aujourd'hui peut réussir demain...

Ce qui était possible, hier encore, est aujourd'hui irréalisable. On ne peut couler dans un moule que le fer rouge et liquéfié; plus il se refroidit, plus il est difficile de le fondre ou de le marteler. Et une fois dur et froid, tous les moules de la fonderie n'y peuvent plus rien, et le marteau est impuissant. Que faire alors? Attendre que la masse de fer soit de nouveau portée au rouge.

(ALBRECHT WIRTH.

Unsere aussere Politik, p. 5.)

*Pourquoi
l'Alle-
magne
doit
dominer
le monde*

Aucun autre peuple n'est aussi capable de synthétiser les éléments de la civilisation, de se les approprier, de continuer à les façonner selon son génie propre et de rendre à l'humanité des trésors plus riches que ceux qu'il en a reçus. Il a enrichi sans cesse d'idées nouvelles et d'idéalisme inédit le trésor de la culture européenne à nous transmis par nos ancêtres, et conquis dans l'aréopage des peuples civilisés un rang que nul autre ne peut lui disputer.

(BERNHARDI. *Deutschland und der nächste Krieg*, p. 68-69 de l'édit. fr.)

Si donc nous parlons de l'idée allemande dans le monde nous entendons par là le contenu moral idéal du germanisme et sa vertu plastique dans l'évolution présente et future de l'univers; nous partons très consciemment de cette conviction que notre rôle, dans le jeu des forces universelles, consiste à élaborer et à conserver de l'excellence morale, non seulement pour nous, mais aussi pour l'humanité totale.

Nous croyons donc que c'est d'après cet unique principe que s'accomplit la sélection durable des peuples les plus capables qui arriveront à réaliser une portion de progrès humain en imprimant à l'univers le sceau de leur idée nationale...

La nation allemande seule s'est développée à côté des

Anglo-Saxons, jusqu'à être assez nombreuse et intérieurement assez forte pour exiger que son idée nationale contribue de façon décisive à marquer de son empreinte l'avenir de l'humanité.

(PAUL ROHRBACH.

Der Deutsche Gedanke in der Welt, p. 6, 79.)

Notre espérance et notre foi c'est que la domination universelle appartiendra dans l'avenir aux Allemands. Mais qu'avons-nous fait pour cela jusqu'à présent? Nous avons commencé, fort judicieusement, par créer une civilisation. Car à quoi bon une domination universelle, si elle ne sert, comme celle des Zoulous et des Tartares, qu'à dévaster et à dépeupler l'univers?

(ALBRECHT WIRTH.

Volkstum und Weltmacht in der Geschichte, p. 224.)

M. Wirth nous apprend, comme le fait judicieusement remarquer M. Andler, que les Zoulous ont eu en mains l'Empire du monde; mais pense-t-il que les dévastations commises par les Tartares aient surpassé celles dont se glorifie la barbarie scientifique et organisée de ses concitoyens?

Nous sommes sans conteste les meilleurs guerriers du monde...

Nous sommes le peuple le plus capable dans tous les domaines du savoir et des beaux-arts!

Nous sommes les meilleurs colons, les meilleurs marins et même les meilleurs négociants!

Et malgré cela nous n'arrivons pas à obtenir notre part de l'héritage du monde, parce que nous ne voulons pas apprendre à puiser dans l'histoire des enseignements salutaires...

Je vois flamboyer la colère sur le front de plus d'un bon Allemand à la lecture de ces lignes; j'entends qu'on m'objecte nos victoires et le sérieux sanglant grâce auquel nous avons obtenu qu'on prête respect à notre épée et attention à notre race. Tant pis pour nous si nous ne savons pas maintenir et reconquérir chaque jour à nouveau, ce que nous avons gagné dans un accès de sainte colère.

(FRITZ BLEY.

Die Weltstellung des Deutschtums p. 21.)

A chacun le sien, est un mot bien allemand...

Subsister et nous étendre aux dépens d'autres peuples n'est pas en contradiction avec ce que je viens de dire, mais se justifie par la conviction que nous sommes de tous les peuples le plus noble et le plus pur, destiné, avant les autres, à travailler au développement de l'humanité.

(RUDOLF GÖTTE, *Deutscher Volksgeist, p. 99-100.*)

Les Moyens

Retenez bien ceci :

Pas de prisonniers! Ne donnez pas de quartier! Faites que d'ici dix siècles aucun Chinois n'ose plus regarder de travers un Allemand.

GUILLAUME II. *Proclamation au corps expéditionnaire de Chine.*
(Bremerhaven, 27 Juillet 1900.)

*La
guerre
absolue*

Peut être employé tout moyen de guerre sans lequel le but de la guerre ne pourrait être atteint.

Une guerre énergiquement conduite ne peut être uniquement dirigée contre l'ennemi combattant et ses dispositifs de défense, mais elle tendra et *devra* tendre également à la destruction de ses ressources matérielles et morales. Les considérations matérielles humanitaires, telles que les ménagements relatifs aux personnes et aux biens ne peuvent entrer en ligne de compte que si la nature et le but de la guerre s'en accommodent.

(*Kriegsbrauch im Landkriege*, p. 6-7, 3.)

Le *Kriegsbrauch* est le manuel officiel de l'Etat-Major allemand.

La guerre est un acte de violence qui a pour but de contraindre l'ennemi à accomplir notre volonté. La violence se prépare des armes à l'aide des inventions des arts et des sciences, afin de s'opposer à la violence. Des limitations imperceptibles, à peine dignes d'être mentionnées, et *qu'elle s'impose à elle-même* sous le nom de droit des gens accompagnent cette violence, sans l'affaiblir notablement. La violence est donc le *moyen*. Le *but* est d'imposer notre volonté à l'ennemi. Pour atteindre ce but il faut désarmer l'ennemi...

Des âmes philanthropiques peuvent s'imaginer qu'il y a un art de désarmer ou d'abattre l'adversaire sans causer beaucoup de blessures, et que c'est là la tendance vraie de l'art de la guerre. Cela fait bien en paroles, mais il faut détruire cette erreur. Dans des réalités aussi dangereuses que la guerre, les erreurs qui naissent de la bonté d'âme sont les pires de toutes... Celui qui se sert de la force sans ménagements, sans épargner le sang, prend nécessairement la prépondérance, quand l'adversaire omet d'en user de même.
(CLAUSEWITZ. *Vom Kriege*, t. I, p. 4).

C'est le devoir de la théorie de mettre en première ligne la *forme absolue de la guerre*. Quiconque voudra tirer un enseignement de cette théorie s'habituerà ainsi à ne pas la perdre des yeux, comme la mesure de ses espérances et de ses craintes, afin d'en s'en rapprocher quand il le *pourra* et qu'il le *devra*.

(*Ibid.*, t. III, p. 96. ^A)

Je n'aime pas à entendre parler de généraux qui sont vainqueurs sans verser de sang. Il ne s'agit pas d'émousser les épées que nous portons. Il viendrait tôt ou tard un homme de guerre qui, d'un glaive acéré, nous trancherait du corps jusqu'aux bras qui portent ces épées. (*Ibid.*, t. II, p. 242).

La force exécutive de certains détachements militaires, qui suivent les fonctionnaires chargés de ce service, assurent la rentrée réelle des fournitures réquisitionnées. Ce qui les assure encore davantage, c'est la peur des responsabilités, des châtimens et des mauvais traitements, qui, en pareil cas, pèse généralement, comme une oppression générale, sur toute la population...

Ce moyen n'a pas d'autres limites que l'épuisement, l'appauvrissement et la destruction du pays... Aucun autre système ne donne des résultats comparables, en ce qui touche soit à l'énergie, soit à la facilité et à l'aisance des opérations. (*Ibid.*, t. II, p. 106-108.)

Il est souvent nécessaire qu'après l'anéantissement de l'armée ennemie, ou pour le préparer, on envahisse des provinces :

Ce ne sera pas toujours pour les garder, mais pour y lever des contributions de guerre, ou pour les dévaster. L'objet unique est, coûte que coûte, de causer des dommages à l'ennemi. (*Ibid.*, t. I, p. 39.)

Il ne peut y avoir de droits dont l'autorité militaire aurait à respecter le maintien, que dans la mesure où cette autorité consent elle-même pour sa part à les admettre, à les reconnaître et à les maintenir. La guerre interrompt comme par explosion l'état de légalité ordinaire à la paix et suspend pour son action propre toutes les formes juridiques qu'assignerait la paix. Si l'autorité militaire se reconnaît des devoirs, c'est qu'elle se les impose à elle-même en toute souveraineté. Elle ne se considère jamais comme contrainte du dehors. (HARTMANN. *Deutsche Rundschau*, t. XIII, p. 124.)

La liberté absolue de l'action militaire en temps de guerre est la condition indispensable du succès militaire. Tel est le principe que les milieux exclusivement militaires devront opposer à toute tentative d'entraver l'action par un droit militaire international... C'est une illusion gratuite que de méconnaître que la guerre d'aujourd'hui exige beaucoup de brutalité, beaucoup plus de violence et une action beaucoup plus générale que ce ne fut jamais le cas autrefois... La guerre moderne emploie des moyens trop colossaux tant en hommes qu'en matériel de guerre, elle provoque une tension trop générale du bien-être national, elle dispose d'une façon trop absolue de toutes les ressources des Etats, pour ne pas exiger impérieusement aussi, comme conséquence inéluctable, l'usage

sans restriction de toutes les forces guerrières qu'elle met en ligne. La puissance réelle de la guerre est si souveraine que les lois qu'elle prescrit à elle-même n'ont pas besoin de chercher leur justification en dehors de sa sphère elle-même. (*Ibid.*, t. XIV, p. 89-90.)

*Le
terroris-
me*

Il ne s'agit pas d'épargner à l'Etat ennemi la détresse et la misère de la guerre. Cette misère et cette détresse doivent servir à briser son énergie et sa volonté. Le fardeau restera et doit rester écrasant, jusqu'à ce que le principe *ultra posse nemo obligatur* (à l'impossible nul n'est tenu) en délivre la population. Mais la nécessité d'imposer ce fardeau résulte de la notion de la guerre nationale. L'Etat belligérant doit ménager ses moyens militaires ; il doit endommager et anéantir ceux de l'ennemi.

Le système des réquisitions dépasse infiniment en portée la faculté de recueillir les moyens de subsistance dans le pays où a été portée la guerre. Il implique l'exploitation totale de ce pays, de toutes les manières, selon les besoins de l'armée d'opération, soit qu'il s'agisse de faciliter et d'aider son avance, soit qu'il s'agisse de faire durer son action et de garantir sa sécurité locale...

La revendication élevée ainsi, c'est que la nécessité militaire n'a pas à établir de distinction entre la propriété publique et la propriété particulière ; qu'elle est en droit de prendre ce qu'il lui faut, en quelque endroit et de quelque façon qu'elle puisse se l'approprier. (*Ibid.*, t. XIII, p. 459, 458.)

La misère et le dommage de l'ennemi sont des conditions nécessaires pour ployer et briser sa volonté. Dans leur efficacité réside leur indiscutable justification, dès qu'on peut assurer par ces moyens la poursuite d'une fin guerrière exactement définie. (*Ibid.*, t. XIII, p. 123.)

La terreur apparaît comme une procédure relativement adoucie, pour tenir dans l'obéissance des masses populaires, qui sont tout à fait sorties de l'état juridique du temps de paix...

Dès que la guerre nationale a éclaté, le terrorisme devient un principe militaire nécessaire. (*Ibid.*, t. XIII, p. 462-464.)

Nous avons entendu les Maîtres ; laissons maintenant la parole aux disciples :

*Ordre
du jour*

- « A dater de ce jour, il ne sera plus fait de prisonniers.
- « Tous les prisonniers seront mis à mort.
- « Les blessés avec ou sans armes seront mis à mort.
- « Les prisonniers, même en grandes unités constituées, seront mis à mort. Il ne doit pas rester derrière nous âme qui vive. » (*Général Stenger, commandant la 58^e brigade allemande.*)

Une note officielle française a fait connaître que cet

ordre a été exécuté. Des interrogatoires de prisonniers allemands de cette brigade prouvent que de nombreux blessés français ont été achevés à coups de fusil.

Dans la soirée du 25 septembre, la ligne du chemin de fer et le télégraphe ont été détruits sur la ligne Lovenjoul-Vertryck. A la suite de cela, les deux localités citées ont eu le 30 septembre, au matin, à en rendre compte et ont dû livrer des otages.

A l'avenir, les localités les plus rapprochées de l'endroit où de pareils faits se sont passés — peu importe qu'elles en soient complices ou non — seront punies sans miséricorde. A cette fin, des otages ont été emmenés de toutes les localités voisines des voies ferrées menacées par de pareilles attaques et à la première tentative de détruire des voies de chemin de fer, des lignes du télégraphe ou du téléphone, ils seront immédiatement fusillés.

En outre, toutes les troupes chargées de la protection des voies ferrées ont reçu l'ordre de fusiller toute personne s'approchant de façon suspecte des voies de chemin de fer ou des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique,

BARON VON DER GOLTZ.

Feld-Maréchal.

Le terrorisme devait briser la volonté des populations envahies : il a exalté en elles le plus pur héroïsme.

On lit dans les nouvelles de Maestricht (Hollande) du 10 janvier 1917 :

« On évalue de 20.000 à 25.000 le nombre des déportés qui sont passés dans la journée venant du Luxembourg et qui ont été dirigés sur l'Allemagne par la ligne de l'Ourthe. Les déportés chantaient la *Brabançonne* et la *Marseillaise* et criaient : « A bas l'Allemagne ! A bas le Kaiser ! A bas les bourreaux ! »

Avis

Les martyrs!

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Les auteurs et les ouvrages cités par nous sont indiqués par un astérisque.

- ***AMICUS PATRIAE** (A). 1898, *Armenien und Kreta eine Lebensfrage für Deutschland*. — (*L'Arménie et la Crète, une question vitale pour l'Allemagne*).
- ***BERNHARDI** (Général von). A été chef d'état-major du 16^e corps (Carlsruhe) puis chef de service au grand état-major. *1911, *Unsere Zukunft (Notre Avenir)*. — *1912, *Deutschland und der nächste Krieg. (L'Allemagne et la prochaine guerre)*. Nous citons d'après la traduction française de la 6^e édition allemande (1913) (PAYOT et C^{ie}, 1916). — 1912, *Vom heutigen Kriege*.
- ***BLEY** (Fritz), chef de la statoin d'Usungola (Afrique-Orientale allemande) de 1887 à 1888. — 1891, *Deutsche Pionierarbeit in Ostafrika*. — *1896, *Die Weltstellung des Deutschland (La situation mondiale du germanisme)*. — *1897, *Die alldeutsche Bewegung und die Niederlande (Le mouvement pangermaniste et les Pays-Bas)*. (Trad. fr. de M. Ch. Andler. *Le Pangermanisme, Colin, Paris*). — 1897, *Sudafrika niederdeutsch*. — 1900, *Die Buren im Dienste der Menschheit*. (Trad. fr. de M. Ch. Andler. *Le Pangermanisme, Colin, Paris*).
- ***BULOW** (Prince de). 1914, *Deutsche Politik*. *Reden (Discours). (Trad. fr. de M. Ch. Andler : *Le Pangermanisme, Colin, Paris*).
- ***BULOW** (Joachim von) (A). Explorateur et publiciste distingué. 1911, *Marokko Deutsch? (Le Maroc à l'Allemagne)*.
- CALMBACH** (Heinrich), a été chargé par l'*Alldeutscher Verband* de rédiger son *Alldeutscher Katechismus* (Mayence, sans date).
- ***CLASS** (Heinrich) (A). 1903, *Bilanz des neuen Kurses*. — 1904, *Marokko verloren*. — *1911, *West Marokko deutsch (Le Maroc occidental à l'Allemagne)*.
- ***CLAUSEWITZ** (General Karl von). Est le principal écrivain militaire allemand. Le feldmaréchal de Moltke avouait que l'influence de Clausewitz fut sur lui prédominante. **Vom Kriege (De la guerre)* 1832. Trad. fr. de Ch. Andler. *Les usages de la guerre, Alcan, Paris*.
- DEHN** (Paul). 1884, *Deutschland und Orient*. — 1888-1890, *Deutschland nach Osten*. — 1898, *Kommende Weltwirtschaftspolitik*. — 1904, *Weltwirtschaftliche Neubildungen*. — 1905, *Weltpolitische Neubildungen*. — 1909, *Die Völker Südosteuropas und ihre Probleme*. — 1911, *Unter Englands Obermacht*.
- DEISSMANN** (Adolf), Docteur en théologie, Professeur à l'Université de Berlin. *Der Krieg und die Religion, Berlin 1914*.
- DERNBURG** (Bernhard). 1907, *Zielpunkte des deutschen Kolonialwesens*. — 1907, *Koloniale Lehrjahre*. — 1909, *Süd-*

west Afrikanische Eindrücke und industrielle Fortschritte in der Kolonisation.

(A) *1913, *Deutsche Weltpolitik und Kein Krieg (Politique mondiale allemande sans guerre).*

1898, *Deutschlands Ansprüche an das Türkische Erbe.* (Edité par l'Alldescher Verband, 1898).

**Deutschland bei Beginn des 20 sten Jahrhunderts (L'Allemagne au début du 20^e siècle).* Ouvrage anonyme paru en 1900 par les soins du Militär Verlag R. Félix, Berlin.

DRIESMANS (H.). *Das Kellentum in der europäischen Blut-mischung.* 2 vol. Leipzig, 1900.

ECKARDT (Julius von). Un officieux de la Wilhelmstrasse. 1892, *Berlin-Wien-Rom. Betrachtungen über den neuen Kurs und die europäische Lage.* Rapport publié sans signature. — 1882, *Die Weltpolitik.*

FROEBENIUS. *L'heure décisive de l'empire allemand.* 14 éditions en quelques mois.

FRYMANN (Daniel). *Wenn ich der Kaiser waere* (30.000 exemplaires en quelques mois).

FUNKE (Alfred), voyageur, géographe, publiciste politique. 1903, *Was ist national?* — 1903, *Die Besiedlung des Ostlichen Sud-America mit besonderer Berücksichtigungen des Deutschtums.*

GOEBEL (Julius). Le mouvement germano-américain est en grande partie son œuvre. *Das deutschum in den Vereinigten Staaten.*

***GÖTTE (Rudolf).** **Deutscher Volksgeist (L'esprit du peuple allemand).*

***GUILLAUME II (A).** Discours.

***GRENZBOTEN (A),** l'écrivain anonyme auquel est dû l'article paru en 1901 sous le titre *Holland und Deutschland* est probablement, comme tous les auteurs anonymes de cette importante revue, quelqu'un de très autorisé. Il s'appuie sur ces deux axiomes : 1° Les traités de neutralité sont faits pour être violés par les États forts ; 2° les petits États doivent se conduire uniquement d'après leurs intérêts matériels, ils n'ont ni conscience nationale ni honneur national à défendre.

(A) **Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr 1950 (La Grande Allemagne et l'Europe centrale vers 1950).* Brochure signée « Un Pangermaniste » (Alldescher), parue à Berlin en 1893 sous l'égide de la puissante société pangermaniste *Alldescher Verband.*

***HARDEN (Maximilien) (A),** directeur de la *Zukunft*, périodique devenu aujourd'hui très populaire, une puissance politique.

***HARTMANN (Général Julius von).** Ses articles *Militärische Notwendigkeit und Humanität (Les nécessités militaires et l'humanité)* publiés dans la *Deutsche Rundschau*, t. XIII et XIV, 1877-1878, sont la réponse officieuse du ministère de la guerre prussien au projet de codification des lois de la guerre élaboré en 1877 par Bluntschli au nom de l'Institut de droit international (Trad. fr. de M. Ch. Andler. *Les usages de la guerre*, Alcan, Paris).

- ***HASSE (Ernst) (A)**, directeur des services de statistique de la ville de Leipzig, est l'homme qui, sans l'avoir fondée, donna cependant à l'association pangermaniste son importance actuelle et le nom d'Alldeutscher Verband (1902). Il a fixé pour elle une politique européenne dans son grand ouvrage en plusieurs volumes : **Deutsche Politik (Politique allemande)*.
- HETTNER (C.)**. *Englands Weltherrschaft und der Krieg*, Teubner, 1915.
- HILDEBRAND (Gerhard)**. A été exclus du parti socialiste allemand par le congrès de Chemnitz (1912) pour sa brochure : *Sozialistische Auslandspolitik*.
- JENSCH (C.)**. *Der Weltkrieg und die Zukunft des deutschen Volkes*. 5 éditions dont la première a paru avant la guerre.
- JUNG (Emil)**. Un pangermaniste d'Autriche que l'*Alldeutscher Verband* a utilisé à cause de ses voyages au Pacifique. — 1902, *Die Zukunft des Deutschums in Australien*.
- KAERGER**, explorateur, *Germania triumphans*. L'auteur a signé : « Ein Grossdeutscher » (*Un Pangermaniste*).
- KRAUEL (Richard)**, Ministre plénipotentiaire en retraite et historien de valeur. 1907, *Deutsche Interessen in Brasilien*.
- **Kriegsbrauch im Landkriege (Les lois de la guerre continentale)* 1902. Brochure officielle du grand état-major allemand.
- ***LAGARDE (Paul von)** *1881, *Deutsche Schriften (Ecrits allemands)* (Trad. fr. de M. Ch. Andler : *Le Pangermanisme*, Colin. Paris.)
- ***LANGE (Friedrich) (A)**, l'un des fondateurs de l'Afrique-Orientale allemande en 1884-1885. Journaliste connu, s'est beaucoup occupé de *questions scolaires et de propagande pangermaniste. **Rheines Deutschum*, 4^e éd., augmentée 1904 (*Germanisme pur*).
- ***LASSON**, philosophe connu, auteur des deux lettres que l'on sait sur l'incomparable supériorité des Allemands.
- LIST (Friedrich)**. 1842, *Sämtliche Schriften*.
- ***NAUMANN (Friedrich) (A)**, Prédicateur ambulante de la Mission intérieure, député au Reichstag depuis 1907, fondateur du parti national-social.
- 1898, *Weltpolitik und Sozial reform*. — 1898, *Zar und Weltfrieden*. — 1899, *Deutschland und Oesterreich*. — *1900, *Asia*. — 1900, *Flotte und Reaction*.
- **Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau (Effondrement et reconstitution de l'Autriche)* (A). Brochure anonyme parue dans la collection des tracts de la *Ligue pangermanique* (1899).
- REIMER** 1905, *Ein pangermanisches Deutschland*.
- ***REVENTLOW (Comte Ernst zu)** (A). Membre influent de la Ligue pangermaniste, a fait une brève carrière dans la marine. — 1905, *Deutschland in der Welt voran?* — 1905, *Die deutsche Flotte und ihre Aufgabe*. — 1906, *Holder Friede, Süsse Eintracht*. — 1906, *Kaiser Wilhelm II und die Byzantiner*. — 1907, *Weltfrieden oder Weltkrieg?* —

1907, *Gefahr im Verzug*. — 1907, *Englische Sorgen, deutsches Gefahr*. — *1914, *Deutschlands auwartige Politik 1888-1893* (*La politique extérieure de l'Allemagne 1888-1893*).

***ROHRBACH (Paul)** (A), écrivain colonial jouissant d'une grande notoriété, due aux fonctions coloniales qu'il a, à plusieurs reprises, exercées, à ses voyages, ainsi qu'à son talent et à sa culture philosophique. Ses ouvrages essentiels sont : **Deutschland unter den Weltvölkern*, 1911 (*L'Allemagne parmi les peuples mondiaux*). Nous citons d'après la troisième édition de 1911. — **Der deutsche Gedanke in der Welt 1912* (*La pensée allemande dans le monde*). 50.000 exemplaires en quelques mois. Nous citons d'après la 4^e édition de 1912. — *Unsere Koloniale Zukunftsarbeit*.

SCHAEFFLE (Albert). 1831-1903, Journaliste, professeur à l'Université de Tübingen. Il siégea à la Diète wurtembourgeoise puis fut nommé professeur à l'Université de Vienne. Ministre autrichien du commerce de février à octobre 1871. *Kolonialpolitische Studien*. Dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, t. XLIII.

SCHIEMANN (Théodor). *Deutschland und die Grosse Politik* Recueils annuels (le premier date de 1901) de ses articles parus dans le *Neue Preussische Zeitung*.

***SPRENGER (Aloys)** (A), de nationalité autrichienne. A été directeur de l'école supérieure de Delhi (Indes anglaises), professeur à Heidelberg puis à Berne. Son livre sur la Babylonie est le véritable point de départ des projets allemands sur Bagdad. **Babylonien das lohnendste Kolonisationsfeld für die Gegenwart 1886* (*La Babylonie le champ de colonisation le plus fructueux du temps présent*).

STADEN (Hermann von). Etait aux Indes pendant le voyage du Kronprinz. *Der deutsche Kronprinz in Indien* dans *Süddeutsche Monatshefte* (avril 1911).

STENGEL (Karl von), Membre de la *Ligue navale* et de la *Société coloniale*, conseiller réel secret depuis 1910. 1901, *Die Rechtsverhältnisse des deutschen Schutzgebiete*. — 1911, *Vünf und Zwanzig Jahre deutscher Kolonialpolitik*.

***TANNENBERG (Otto Richard)**, pseudonyme. **Grossdeutschland die Arbeit des 20 sten Jahrhunderts*. Edité par Bruno Volger, Leipzig, 1911. (*La plus grande Allemagne l'œuvre du XX^e siècle*). Nous citons d'après la traduction française éditée par PAYOT et C^{ie}.

TREITSCHKE (Heinrich von), professa à Heidelberg de 1867 à 1874. *Deutsche Geschichte*. — *Zehn Jahre deutscher Kämpfe*. — *Deutsche Kämpfe, Neue Folge*. — *Historische und Politische Aufsätze*.

***UNOLD (Johan)** (A), Professeur à l'école supérieure de commerce de Munich. A beaucoup voyagé au Chili, au Paraguay et en Argentine. Membre, dès sa fondation, de l'*Alldeutscher Verband*. Il a fondé l'œuvre collatérale très active *Kampf um das Deutschtum*. *1899, *Deutschtum in Chile* (*Le germanisme au Chili*). — 1902, *Die höchsten Kulturaufgaben des modernen Staats*. — 1906 *Organische und Soziale Lebensgesetze*. — 1912, *Politik im Lichte der Entwicklung*.

- ***WAGNER (Klauss)**. 1906. **Krieg (Guerre)* (Trad. fr. de M. Ch. Andler : *Le Pangermanisme*, Colin, Paris.)
- WERNER (Contre-amiral Bartholomaus von)**. A écrit des ouvrages de vulgarisation pour stimuler la jeunesse allemande aux entreprises coloniales et maritimes. *Die deutsche Kolonialfrage*, 1897.
- ***WIRTH (Albrecht) (A)**, Privatdozent à l'Université de Munich, a beaucoup poussé à l'augmentation des crédits militaires, au développement de la flotte et de l'aérostation militaires.
- *1901, *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte (L'idée de race et la puissance mondiale dans l'histoire)*. — 1908. *Deutsches Volkstum*. — 1913, *Der Gang der Weltgeschichte*. — 1914, *Rasse und Volk*. Et parmi ses nombreux tracts de propagande : 1905, *Gelbe und Slavische Gefahr*. — 1909, *Die Zukunft der Türkei*. — 1910, *Deutschtum und Türkei*. — 1911, *Deutsche Mischeleien*. — 1911, *Imperialismus*. — *1912, *Unsere aussere Politik (Notre politique extérieure)*. — 1912, *Türkei, Oesterreich, Deutschland*. — 1913, *Orient und Weltpolitik*.
- WOHLT MANN (Ferdinand)**. 1897. *Die Ziele und Erfolge der deutschen Kolonial Politik*.
- WOLTMANN (L.)**. *Politische Anthropologie*, Leipzig, 1903. — *Die Germanen und Renaissance in Italien*, Leipzig 1905. — *Die Germanen in Frankreich*, Iéna, 1907.